

# RÈGLEMENT

— DE —

## L'ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

---

Texte adopté le 18 février 1914 et mis en vigueur le  
19 février 1914

---

*Imprimé par ordre de l'Assemblée législative  
comme appendice des Journaux*

---

QUÉBEC  
E.-E. CINQ-MARS  
IMPRIMEUR DU ROI

---

1914



# RÈGLEMENT

— DE —

## L'ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

---

Texte adopté le 18 février 1914 et mis en vigueur le  
19 février 1914

---

*Imprimé par ordre de l'Assemblée législative  
comme appendice des Journaux*

---

QUÉBEC  
E.-E. CINQ-MARS

IMPRIMEUR DU ROI

1914



# RÈGLEMENT

— DE —

## L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

### DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

#### TITRE PRÉLIMINAIRE

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

##### CHAPITRE PREMIER

###### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

**1.** Les règles ci-après constituent le “Règlement de l'Assemblée législative de la Province de Québec”, et elles resteront en vigueur tant qu'elles n'auront pas été modifiées ou abrogées.

**2.** L'effet des règlements de session prend fin avec la session dans laquelle ils sont votés.

**3.** L'effet des ordres spéciaux est limité aux matières en vue desquelles ils sont votés.

**4.** Dans les cas qui ne sont prévus ni par la loi, ni par les règlements, ni par des ordres spéciaux, la chambre procède suivant la coutume établie ou, à défaut de coutume établie, observe les formes qui étaient reconnues à la chambre des communes du Canada le premier janvier 1904.

##### CHAPITRE II

###### DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

**5.** Quand les termes d'une règle présentent en eux-mêmes quelque obscurité ou ambiguïté, ou quand le rapprochement de deux ou de plusieurs règles fait naître des doutes sur la portée de ces différentes règles, la chambre s'en rapporte plutôt à l'esprit qu'à la lettre.

**6.** Quand les deux textes d'une règle ne concordent pas, celui-là doit prévaloir qui se rapproche le plus de la pratique suivie avant l'adoption de cette règle.

---

# TITRE PREMIER

## DES SESSIONS

### CHAPITRE PREMIER

#### DE L'OUVERTURE DES SESSIONS

**7.** La chambre se réunit à la date indiquée dans toute proclamation royale convoquant la législature pour l'expédition des affaires.

**8.** Une session n'est officiellement ouverte et la chambre ne peut commencer à délibérer qu'après que le lieutenant-gouverneur a, dans un discours d'ouverture, fait connaître les motifs de la convocation de la législature.

Toutefois, la chambre peut, avant le discours d'ouverture, procéder à l'élection d'un orateur, si le lieutenant-gouverneur l'y a autorisée.

### CHAPITRE II

#### DE LA CLÔTURE DES SESSIONS

**9.** Une session n'est close que par la prorogation ou la dissolution de la législature.

**10.** La clôture d'une session dissout tous les comités, annule tous les ordres qui n'ont pas été pleinement exécutés, et rend caducs tous les projets en cours, ainsi que tous les bills qui n'ont pas été sanctionnés ou réservés par le lieutenant-gouverneur.

Toutefois, elle n'a pas pour effet d'annuler un ordre ou une adresse de la chambre demandant communication de rapports ou de documents ; et tous rapports ou documents demandés qui n'ont pas été déposés avant la clôture doivent l'être pendant la session suivante.

---

## TITRE II

### DE L'ORATEUR, DU PRÉSIDENT DES COMITÉS, ET DES OFFICIERS DE LA CHAMBRE

#### CHAPITRE PREMIER

##### DE L'ORATEUR

##### Section Première

##### DE L'ÉLECTION DE L'ORATEUR

**11.** A sa première réunion après une élection générale, la chambre doit, avant d'expédier aucune affaire, procéder à l'élection d'un orateur.

**12.** L'orateur est choisi parmi les députés alors présents.

**13.** Toute motion portant nomination d'un orateur est formulée comme suit :

“Que monsieur....., député du collège électoral de.....  
....., soit élu orateur de la chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.”

Il doit être fait autant de motions principales qu'il est proposé de députés à la charge d'orateur.

**14.** S'il n'est proposé qu'un seul député à la charge d'orateur, le greffier, sans consulter la chambre, le proclame élu *nemine contradicente*.

**15.** S'il est proposé plus d'un député à la charge d'orateur, toutes les motions sont débattues à la fois.

Le débat clos, la motion qui a été soumise en premier lieu est mise aux voix. Si elle est adoptée, le député proposé en premier lieu est proclamé élu. Si elle est rejetée, les autres motions sont tour à tour mises aux voix suivant l'ordre dans lequel elles ont été soumises, jusqu'à ce que l'une d'elles soit adoptée et qu'un des députés proposés soit en conséquence proclamé élu.

**16.** Sitôt élu, l'orateur est conduit au fauteuil par les deux députés qui l'ont proposé. Arrivé au degré supérieur de l'estrade, il exprime ses remerciements à la chambre ; puis, il prend place au fauteuil, et la masse est posée sur le bureau.

---

## Section II

### DES ATTRIBUTIONS DE L'ORATEUR

**17.** Les principales fonctions de l'orateur sont de faire l'ouverture et d'annoncer la clôture des séances ; de présider les séances, excepté pendant que la chambre siège en comité ; de maintenir l'ordre ; de faire observer les règlements ; de diriger les opérations ; de mettre les motions en délibération ; de mettre les questions aux voix ; de proclamer le résultat des délibérations et des votes ; de signer, si c'est nécessaire, les actes, les ordres et les délibérations de la chambre ; de recevoir les messages et autres communications qui concernent la chambre et de les porter à sa connaissance ; de notifier les résolutions et les ordres de la chambre à ceux qu'ils concernent ; de maintenir les privilèges de la chambre, d'exécuter ses ordres et de porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

## Section III

### DE LA DURÉE DES POUVOIRS DE L'ORATEUR

**18.** L'orateur est élu pour la durée de la législature.

## Section IV

### DE LA VACANCE DE LA CHARGE D'ORATEUR

**19.** Si la charge d'orateur devient vacante avant la dissolution de la législature, la chambre n'expédie aucune affaire avant d'avoir élu un nouvel orateur.

**20.** Si la vacance se produit pendant une session, le greffier en informe la chambre sans délai.

Si la vacance s'est produite pendant une intersession, le greffier en informe la chambre à l'ouverture de la session suivante.

**21.** Il est procédé à l'élection d'un nouvel orateur dans les formes prescrites ci-dessus.

## Section V

### DE L'ABSENCE DE L'ORATEUR

**22.** Quand, au cours d'une séance, l'orateur se trouve dans la nécessité de s'absenter, il peut, sans en informer la chambre, se faire suppléer par le président des comités ou, en l'absence de celui-ci, par tout autre député.



Le président des comités ou ce député exerce alors, à titre d'orateur suppléant, les fonctions d'orateur jusqu'à l'ajournement de la séance, à moins que l'orateur ne reprenne le fauteuil avant cet ajournement.

**23.** Quand le greffier, à l'heure fixée pour l'ouverture d'une séance, annonce à la chambre que l'orateur est absent, le président des comités exerce, à titre d'orateur suppléant, les fonctions d'orateur jusqu'à l'ouverture de la séance suivante ; et si l'avertissement est renouvelé, il en est ainsi, de jour en jour, jusqu'à ce que la chambre en décide autrement.

Toutefois, si la chambre s'ajourne pour plus de vingt-quatre heures, l'orateur suppléant ne continue à exercer les fonctions d'orateur que durant les vingt-quatre heures qui suivent cet ajournement.

**24.** Quand le greffier, à l'heure fixée pour l'ouverture d'une séance, annonce à la chambre que l'orateur et le président des comités sont tous deux absents, les députés présents peuvent, s'ils forment un quorum, procéder sur-le-champ à élire l'un d'eux orateur, mais pour la durée de la journée seulement. S'ils ne le font pas, la chambre se trouve par là-même ajournée au jour de séance suivant.

## CHAPITRE II

### DU PRÉSIDENT DES COMITÉS

#### Section Première

##### DE L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT DES COMITÉS

**25.** A la première session d'une législature, dès qu'une adresse en réponse au discours d'ouverture a été votée et que le comité des subsides et le comité des voies et moyens ont été institués, la chambre doit, sur une motion non annoncée, procéder à élire un de ses membres président des comités.

**26.** Si plus d'un député est proposé à la charge de président des comités, l'élection se fait comme s'il s'agissait d'élire un orateur.

#### Section II

##### DES ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT DES COMITÉS

**27.** Le député qui a été élu président des comités prend, s'il est à son siège, la présidence de tous les comités pléniers, y compris celui des subsides et celui des voies et moyens.

Il exerce aussi les fonctions d'orateur suppléant.

---

### Section III

#### DE LA DURÉE DES POUVOIRS DU PRÉSIDENT DES COMITÉS

**28.** Le président des comités reste en fonctions jusqu'à la fin de la législature.

### Section IV

#### DE LA VACANCE DE LA PRÉSIDENTENCE DES COMITÉS

**29.** En cas de vacance de la présidence des comités, la chambre procède sans délai à l'élection d'un nouveau président dans les formes prescrites ci-dessus.

### Section V

#### DE L'ABSENCE DU PRÉSIDENT DES COMITÉS

**30.** Si le président est absent lorsque la chambre doit se former en comité, l'orateur, avant de quitter le fauteuil, nomme un autre député président du comité.

**31.** Le président des comités peut, sans consulter le comité qu'il préside, se faire suppléer par un autre député.

**32.** Si le greffier informe la chambre que, vraisemblablement, l'absence de l'orateur se prolongera, la chambre peut nommer un autre député qui exerce, jusqu'au retour de l'orateur, les fonctions de président des comités.

**33.** Tout président suppléant est investi des mêmes pouvoirs que le président des comités.

Toutefois, il ne peut se faire suppléer par un député autre que le président des comités.

## CHAPITRE III

### DU GREFFIER

#### Section Première

#### DES DEVOIRS DU GREFFIER

**34.** Le greffier préside la chambre tant qu'un orateur n'est pas élu, et les règles ordinaires sont alors observées, sauf que la masse doit reposer sous le bureau et que, pour accorder la parole à un député, le greffier doit se lever et s'incliner vers lui ; il enregistre tous les votes et toutes les opérations de la chambre ; il a la garde de tous les documents et archives de la chambre ; il

renseigne l'orateur et les députés sur les questions de règlement et de procédure ; il a la direction générale de la besogne qui doit s'expédier dans les bureaux ; sujet à suivre les instructions qu'il peut recevoir de l'orateur, il a la direction et le contrôle du personnel des bureaux ; il exécute les ordres de la chambre ou veille à leur exécution ; il accomplit tous les autres devoirs qui lui sont assignés par les règlements.

## Section II

### DE L'ABSENCE DU GREFFIER

**35.** Quand le greffier est absent, ses fonctions sont exercées par le greffier adjoint ou par toute autre personne désignée par l'orateur.

## CHAPITRE IV

### DU GREFFIER ADJOINT

## Section Première

### DES DEVOIRS DU GREFFIER ADJOINT

**36.** Le greffier adjoint lit tous les écrits qui doivent être lus à la chambre ; il enregistre les délibérations des comités pléniers ; il fait préparer dans les deux langues toutes les motions et toutes les questions dont un avis régulier a été donné ; il veille à la préparation du feuillet des affaires du jour et prend des notes à cette fin pendant les séances ; il signe et expédie les adresses et les ordres demandant communication de rapports ou de documents ; il tient une liste de tous les bills, avec indication de la date où ils ont franchi leurs diverses étapes ; de façon générale, il aide le greffier à accomplir les devoirs de sa charge.

## Section II

### DE L'ABSENCE DU GREFFIER ADJOINT

**37.** Quand le greffier adjoint est absent, ses fonctions sont exercées par une personne désignée par l'orateur.

---

## CHAPITRE V

### DU SERGENT D'ARMES

#### Section Première

##### DES DEVOIRS DU SERGENT D'ARMES

**38.** Le sergent d'armes, avec la masse, accompagne l'orateur quand celui-ci fait son entrée pour ouvrir une séance ou quitte le fauteuil après un ajournement, ou qu'il se rend auprès du lieutenant-gouverneur ou au conseil législatif ; il annonce les messages du conseil législatif ; il annonce les messages du lieutenant-gouverneur ; il maintient l'ordre dans les tribunes et les couloirs de la chambre ; il exécute les ordres de la chambre ou de l'orateur ; il signifie ou fait signifier les mandats ; il arrête toute personne dont la mise sous garde a été ordonnée ; il détient sous sa garde ou ailleurs toute personne dont la chambre a ordonné l'arrestation ; il annonce l'exécution des ordres de la chambre ou des mandats de l'orateur ; il amène à la barre les personnes mises sous garde qui doivent y être reprimandées ou interrogées ; il annonce la présence des personnes qui se présentent en conséquence des ordres de la chambre ; il a la garde de la masse, ainsi que de l'ameublement de la chambre ; il a la surveillance des huissiers et autres employés subalternes, sujet à suivre les instructions qu'il peut recevoir de l'orateur ou, en son absence, du greffier.

#### Section II

##### DE L'ABSENCE DU SERGENT D'ARMES

**39.** Quand le sergent d'armes est absent, ses fonctions sont exercées par le sergent d'armes adjoint ou par toute autre personne désignée par l'orateur.

---

## TITRE III

### DES DÉPUTÉS

#### CHAPITRE PREMIER

##### DES PLACES DES DÉPUTÉS

**40.** Chaque député est pourvu d'un siège et d'un pupitre dans la salle des délibérations.

**41.** Les places des députés leur sont assignées par le sergent d'armes, qui inscrit, au moyen d'une carte, le nom de chacun sur le pupitre qu'il lui attribue.

**42.** Le sergent d'armes, en marquant les places des députés, attribue aux ministres de la couronne les premiers sièges à la droite de l'orateur et aux chefs d'opposition les premiers sièges à la gauche de l'orateur.

#### CHAPITRE II

##### DE L'ADMISSION DES DÉPUTÉS

**43.** Nul député ne peut prendre séance avant qu'un certificat de son élection, délivré par le greffier de la couronne en chancellerie, ait été déposé.

**44.** Quand deux députés ont été proclamés pour un même collège électoral, ni l'un ni l'autre ne peut prendre séance tant que la chambre n'a pas décidé lequel des deux a été dûment élu.

**45.** Le greffier de la couronne en chancellerie doit, avant le jour fixé pour la réunion d'une nouvelle législature, remettre au greffier de la chambre une liste certifiée des députés qui ont été élus dans l'élection générale.

Il doit aussi, quand un député a été élu après l'élection générale, remettre sans délai au greffier de la chambre un certificat attestant l'élection de ce député.

**46.** L'orateur ou, si la charge d'orateur est vacante, le greffier doit déposer sans délai sur le bureau de la chambre tout certificat d'élection transmis par le greffier de la couronne en chancellerie.

#### CHAPITRE III

##### DE LA PRESTATION DU SERMENT D'ALLÉGEANCE

**47.** Avant de commencer à exercer ses fonctions, tout député doit prêter et souscrire le serment d'allégeance prescrit par l'article 128 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867.

**48.** Au jour fixé pour la réunion d'une nouvelle législature, les commissaires nommés pour faire prêter le serment d'allégeance aux députés doivent, à onze heures du matin, se rendre au bureau de la chambre et assermenter les députés qui s'y présentent.

**49.** Les députés qui n'ont pas prêté serment au bureau de la chambre le jour de la première réunion d'une législature, de même que ceux qui ont été élus après ce jour, prêtent serment au bureau du greffier.

**50.** Le serment d'allégeance que doivent prêter les députés est souscrit sur un rôle dont le greffier a la garde.

**51.** Nul député n'est admis à souscrire le serment sur le rôle avant que le greffier ait reçu du greffier de la couronne en chancellerie un certificat attestant l'élection de ce député.

## CHAPITRE IV

### DE LA PRÉSENTATION DES NOUVEAUX DÉPUTÉS

**52.** Un député élu après une élection générale doit être présenté à la chambre avant de prendre séance, à moins qu'il n'ait été proclamé avant la première réunion d'une nouvelle législature.

Toutefois, un nouveau député qui a prêté serment peut prendre part au choix d'un orateur, si un certificat de son élection a été déposé sur le bureau. Mais, le choix de l'orateur fait, il ne peut siéger sans avoir été présenté.

**53.** Les députés que les tribunaux ont déclarés avoir été élus dans une élection générale prennent séance sans être présentés.

**54.** Il est procédé à la présentation dans les formes suivantes :

Le nouveau député fait son entrée dans la salle des délibérations et se rend au bureau de la chambre entre deux députés qui ont déjà pris séance. L'un de ces derniers le présente alors en ces termes : " Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter monsieur..... , député du collège électoral de..... Monsieur..... a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger." Si l'orateur l'invite à prendre séance, le nouveau député s'avance jusqu'au fauteuil, présente ses respects à l'orateur, puis se rend à son siège.

**55.** La présentation d'un nouveau député peut avoir lieu en tout temps, excepté au cours d'une votation.

**56.** Lorsqu'un nouveau député est amené au bureau pour être présenté, les travaux en cours sont suspendus ; et si la chambre est alors constituée en comité, l'orateur peut reprendre le fauteuil bien que le comité n'ait fait aucun rapport. La présentation faite, les travaux de la chambre ou du comité sont immédiatement repris au point où ils avaient été interrompus.

## CHAPITRE V

### DES CAS D'OPTION

**57.** Tout député qui a été élu par deux ou plusieurs collèges électoraux doit opter pour l'un de ces collèges, dès qu'il devient constant que l'élection d'aucun de ces collèges ne peut plus être mise en question devant les cours de justice.

Si la session est en cours lorsque ce fait devient constant, l'option doit avoir lieu dans les huit jours suivants ; sinon, dans les huit premiers jours de la session subséquente.

L'option est faite dans les formes prescrites pour la démission des députés.

## CHAPITRE VI

### DE L'ASSIDUITÉ DES DÉPUTÉS ET DES CONGÉS

**58.** Tout député doit assister aux séances de la chambre, à moins que celle-ci ne lui ait accordé un congé.

**59.** Toute motion portant obtention d'un congé doit être annoncée et indiquer la durée et les raisons pour lesquelles le congé est demandé.

Elle a priorité sur toute autre motion inscrite au feuillet et peut être proposée avant ou après les affaires du jour.

Elle ne peut être amendée et elle est mise aux voix sans débats.

**60.** Tout député qui a obtenu un congé est censé y renoncer s'il assiste à quelque séance de la chambre avant l'expiration de ce congé.

## CHAPITRE VII

### DE LA CONDUITE DES DÉPUTÉS DURANT LES SÉANCES

#### Section Première

##### DE LA DISCIPLINE A OBSERVER

**61.** Durant les séances, les députés doivent observer les règlements et garder le décorum.

**62.** Pendant le cours des séances, les députés doivent prendre leurs places en entrant, rester assis et garder le silence à moins d'avoir obtenu la parole, et se découvrir lorsqu'ils entrent, sortent, ou vont d'une place à une autre.

**63.** Nul député ne doit passer entre le fauteuil et le bureau, entre l'orateur et la masse, ou entre le fauteuil et un opinant.

**64.** Quand l'orateur se lève, tout député doit se rasseoir ; tant que l'orateur est debout, tous les députés doivent rester assis.

**65.** Quand il s'élève quelque question touchant la conduite ou l'élection d'un député, celui-ci doit, après s'être expliqué, se retirer pour le temps que dure la discussion.

**66.** Tout député qui a la parole doit reprendre son siège quand un autre député demande la parole pour signaler une violation de l'ordre ou du règlement.

## Section II

### DU MAINTIEN DE L'ORDRE

**67.** Quand un député trouble l'ordre ou s'écarte de la question, l'orateur le rappelle à l'ordre ou à la question, sauf appel à la chambre.

**68.** Un député rappelé à l'ordre ou à la question a droit de s'expliquer dès que le rappel est prononcé.

**69.** L'orateur prononce sur les questions d'ordre ou de règlement, sauf appel à la chambre.

En déclarant sa décision, il indique la règle ou l'autorité qui la justifie.

**70.** Toute question d'ordre ou de règlement peut être discutée avant que l'orateur prononce; mais le débat doit se borner rigoureusement au point soulevé.

**71.** Quand il y a appel, la chambre décide sans débats.

**72.** Au cas de désordre grave, l'orateur peut, sans consulter la chambre, lever la séance ou la suspendre pour un temps déterminé.

## Section III

### DES PEINES DISCIPLINAIRES

**73.** Si un député, après un simple rappel à l'ordre, continue à troubler l'ordre, l'orateur peut le rappeler nominativement à l'ordre.

**74.** Si un député qui a la parole continue à s'éloigner de la question en discussion après y avoir été rappelé deux fois, l'orateur peut le rappeler nominativement à l'ordre.

**75.** Si un député qui s'est servi d'expressions antiparlementaires ne s'explique pas, ne se rétracte pas ou ne s'excuse pas à la satisfaction de la chambre, l'orateur peut le rappeler nominativement à l'ordre.

**76.** Si un député est rappelé nominativement à l'ordre, la parole lui est par là-même interdite pour le reste de la séance.

La chambre peut en outre, si une motion à cet effet est immédiatement proposée, ordonner à l'orateur d'admonester ou de réprimander ce député, ou bien prononcer contre celui-ci la censure avec ou sans exclusion temporaire.



**77.** Si un député refuse de se conformer à un ordre légitime de la chambre, celle-ci peut lui enjoindre de venir à son siège rendre compte de sa conduite et, à moins que ses explications ne soient jugées satisfaisantes, prononcer contre lui l'une des peines mentionnées en l'article 76 ou ordonner au sergent d'armes de le prendre temporairement sous sa garde.

**78.** Quand la chambre a ordonné à l'orateur d'admonester ou de réprimander un député, les remarques de l'orateur peuvent être consignées au journal sur l'ordre de la chambre ou sur la demande du député admonesté ou reprimandé.

**79.** Quand la parole se trouve interdite à un député ou qu'une autre peine a été prononcée contre lui, tout autre député peut, par motion non annoncée, proposer à la chambre de lever cette interdiction ou cette peine.

Cette motion a la priorité sur toute affaire du jour ; mais elle n'interrompt pas une affaire en cours et elle ne peut être débattue ni amendée, non plus que renouvelée pendant la séance en cours.

## TITRE IV

### DES ÉTRANGERS

#### CHAPITRE PREMIER

##### DE L'ADMISSION DES ÉTRANGERS

**80.** Une tribune spéciale est réservée aux conseillers législatifs et une autre aux députés, par delà la barre de la chambre.

**81.** Indépendamment des tribunes ouvertes au public, des tribunes spéciales peuvent être réservées à l'orateur, au président des comités et aux représentants de la presse.

**82.** Nul étranger ne peut, pendant la durée des séances, s'introduire dans l'enceinte où siègent les députés.

Tout étranger qui y est découvert est arrêté sur-le-champ par le sergent d'armes.

**83.** Quand un député signale la présence d'étrangers, l'orateur met aussitôt aux voix, sans permettre ni amendement ni débats, la motion : "Que le public reçoive ordre de se retirer". Si la motion est adoptée, l'orateur enjoint au public de se retirer.

**84.** Que la présence d'étrangers ait été signalée ou non, l'orateur peut, toujours, s'il le juge à propos, enjoindre au public de se retirer.

#### CHAPITRE II

##### DE LA CONDUITE DES ÉTRANGERS

**85.** Les personnes admises dans les tribunes doivent garder le silence et le décorum.

**86.** Tout étranger qui trouble les délibérations ou qui ne se retire pas lorsque l'orateur enjoint au public de se retirer, est arrêté sur-le-champ par le sergent d'armes.

## TITRE V

### DES SÉANCES DE LA CHAMBRE

#### CHAPITRE PREMIER

##### DU QUORUM

**87.** La présence d'au moins quinze députés, y compris l'orateur, est nécessaire pour constituer une assemblée de la chambre dans l'exercice de ses pouvoirs.

**88.** Quand l'huissier à la verge noire se présente à la porte avec un message du lieutenant-gouverneur, l'orateur prend aussitôt le fauteuil, quoiqu'il n'y ait pas quorum.

Après le départ de l'huissier à la verge noire ou, si la chambre a été mandée dans la salle du conseil législatif, après le rapport de l'orateur, la chambre, bien qu'elle ne soit pas en nombre, procède à délibérer jusqu'à ce que le manque de quorum soit signalé.

#### CHAPITRE II

##### DE LA SÉANCE D'OUVERTURE D'UNE NOUVELLE LÉGISLATURE

**89.** A la séance d'ouverture d'une nouvelle législature, il est procédé aux opérations du jour dans les formes et dans l'ordre suivants :

1. A trois heures de l'après-midi, la masse est placée sous le bureau, le greffier réclame l'ordre et les députés qui ont prêté serment prennent leur siège ;

2. A la suite du greffier, les députés se rendent à la barre du conseil législatif, dès qu'ils y sont mandés par message du lieutenant-gouverneur ;

3. Si le lieutenant-gouverneur les invite à se choisir un orateur, les députés reviennent siéger sous la présidence du greffier ;

4. Le greffier dépose sur le bureau les certificats d'élection qu'il a reçus du greffier de la couronne en chancellerie et l'assemblée procède à l'élection d'un orateur ;

5. Après l'installation de l'orateur, la séance est suspendue jusqu'à l'arrivée d'un message du lieutenant-gouverneur mandant la chambre dans la salle du conseil législatif ;

6. A la réception de ce message, l'orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du conseil législatif, où il notifie son élection au lieutenant-gouverneur et réclame les droits et privilèges de la chambre ;

7. Dès que le lieutenant-gouverneur a lu le discours d'ouverture, l'orateur et les députés reviennent siéger ;

8. L'orateur informe la chambre qu'il a notifié son élection au lieutenant-gouverneur, qu'il a réclamé les droits et privilèges de la chambre et que le lieutenant-gouverneur a confirmé ces droits et privilèges ;

9. L'orateur communique à la chambre les notifications, les certificats et les rapports reçus depuis la session précédente, et si quelque mandat a été adressé au greffier de la couronne en chancellerie, il en informe la chambre ;

10. Un bill est présenté et lu une première fois ;

11. L'orateur rapporte le discours d'ouverture ;

12. Sur la motion du chef ou d'un membre du gouvernement, la chambre fixe la date de la prise en considération du discours d'ouverture, institue les comités permanents, puis nomme un comité spécial de onze membres et le charge de dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents.

### CHAPITRE III

#### DE LA SÉANCE D'OUVERTURE D'UNE SESSION ORDINAIRE

**90.** A la séance d'ouverture d'une session qui n'est pas la première session d'une législature, l'orateur prend le fauteuil à trois heures de l'après-midi et la chambre attend un message du lieutenant-gouverneur.

**91.** A la réception de ce message, l'orateur se rend avec les députés à la barre du conseil législatif, et il est ensuite procédé aux opérations du jour dans les formes et dans l'ordre prescrits aux paragraphes 7, 9, 10, 11 et 12 de l'article 89.

**92.** Si la charge d'orateur devient vacante pendant une intersession, les opérations à l'ouverture de la session suivante sont les mêmes qu'à la première réunion d'une nouvelle législature, sauf que le nouvel orateur ne réclame pas les droits et privilèges de la chambre.

### CHAPITRE IV

#### DES SÉANCES ORDINAIRES

##### Section Première

#### DE L'OUVERTURE DES SÉANCES

**93.** Durant les sessions, la chambre, à moins qu'elle n'en ait décidé autrement, se réunit à trois heures de l'après-midi tous les jours de la semaine, le samedi et le dimanche exceptés.

**94.** A l'heure fixée pour l'ouverture d'une séance, les sonneries d'appel sont mises en branle ; l'orateur monte au fauteuil et, debout sur le degré supérieur de l'estrade, il procède à compter les députés présents ; s'il y a quorum, il prend le fauteuil, réclame l'ordre, puis ordonne d'ouvrir les portes des tribunes, à moins qu'il ne soit proposé de discuter quelque question à huis clos.

## Section II

### DE LA LEVÉE DES SÉANCES

**95.** S'il n'y a pas quorum à l'heure fixée pour l'ouverture d'une séance, l'orateur peut prendre le fauteuil et, sans consulter la chambre, prononcer l'ajournement.

**96.** Quand un député signale à l'orateur ou quand le président d'un comité plénier rapporte à la chambre que le quorum fait défaut, l'orateur ordonne aussitôt de mettre les sonneries d'appel en branle comme avant un vote, puis il procède à compter les députés. Si le quorum fait défaut, il prononce l'ajournement sans consulter la chambre.

**97.** Quand le résultat d'un vote de la chambre indique qu'il n'y a pas quorum, l'orateur prononce aussitôt l'ajournement sans consulter la chambre.

**98.** Quand l'orateur prononce l'ajournement faute de quorum, il peut remettre la séance à une heure déterminée du même jour ou ajourner la chambre au jour de séance suivant.

L'heure de l'ajournement et, s'il y a lieu, l'heure à laquelle est remise la séance sont consignées au journal.

**99.** Si quelque affaire est en cours lorsque l'orateur prononce l'ajournement de la chambre faute de quorum, cette affaire se trouve par là-même écartée.

**100.** Quand il a été pris une résolution fixant la durée d'une séance, l'orateur, dès que l'heure de lever la séance arrive, prononce l'ajournement de l'affaire en cours et celui de la chambre sans consulter celle-ci, et toute motion dilatoire alors pendante devient caduque.

Toutefois, l'ajournement ne peut être prononcé au cours d'une votation.

**101.** Sauf les cas prévus aux règlements, aucune séance n'est levée à moins que la chambre n'ait pris une résolution à cet effet.

**102.** La chambre, quand elle lève sa séance sans fixer l'heure de sa prochaine réunion, reste ajournée jusqu'à l'heure où la séance suivante doit s'ouvrir d'après les règlements.

---

### Section III

#### DE LA SUSPENSION DES SÉANCES

**103.** Quand, à six heures du soir, toute la besogne du jour n'a pas été expédiée, la séance est suspendue jusqu'à sept heures et demie.

**104.** Quand, à six heures du soir, l'orateur est au fauteuil, il le quitte sans consulter la chambre.

**105.** Quand, à six heures du soir, la chambre siège en comité, le président quitte le fauteuil sans consulter le comité ni faire de rapport, et la séance se trouve suspendue. Toutefois, si une affaire autre que l'affaire en cours doit avoir la priorité à la reprise de la séance, l'orateur, dès qu'arrivent six heures, reprend le fauteuil, bien que le comité n'ait fait aucun rapport, et il le quitte aussitôt sans consulter la chambre.

**106.** Le lundi, les travaux sont repris, à sept heures et demie du soir, au point où ils ont été interrompus à six heures.

Les autres jours, la chambre ne continue à expédier les affaires publiques qu'après avoir délibéré sur les bills privés.

**107.** Aucune séance n'est suspendue au cours d'une votation.

**108.** A la reprise d'une séance qui a été suspendue, l'orateur ne compte pas les députés.

**109.** Sauf les cas prévus aux règlements, aucune séance n'est suspendue, à moins que la chambre n'ait pris une résolution à cet effet.

### Section IV

#### DE L'ORDRE DES TRAVAUX

**110.** A chaque séance, la chambre, avant d'entamer les affaires du jour, procède aux affaires de routine.

Les affaires de routine sont expédiées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de pétitions ;
2. Lecture et réception de pétitions ;
3. Présentation de rapports des comités élus ;
4. Présentation de motions qui ne doivent pas être annoncées ;
5. Présentation de bills privés ;
6. Présentation de bills publics.

**111.** A moins que la chambre n'en ait décidé autrement, les affaires du jour sont appelées dans l'ordre suivant :

Le lundi,—

1. Les questions aux ministres et aux députés ;
2. Les ordres du jour relatifs aux bills privés ;
3. Les motions annoncées par les députés ;
4. Les ordres du jour relatifs à des affaires d'intérêt public et inscrits au nom des députés ;
5. Les motions annoncées par le gouvernement ;
6. Les ordres du jour inscrits au nom du gouvernement ;

Le mardi et le jeudi,—

1. Les questions aux ministres et aux députés ;
2. Les motions annoncées par le gouvernement ;
3. Les ordres du jour inscrits au nom du gouvernement ;
4. Les ordres du jour relatifs à des affaires d'intérêt public et inscrits au nom des députés ;
5. Les motions annoncées par les députés ;
6. Les ordres du jour relatifs aux bills privés ;

Le mercredi et le vendredi,—

1. Les questions aux ministres et aux députés ;
2. Les motions annoncées par les députés ;
3. Les ordres du jour relatifs à des affaires d'intérêt public et inscrits au nom des députés ;
4. Les motions annoncées par le gouvernement ;
5. Les ordres du jour inscrits au nom du gouvernement ;
6. Les ordres du jour relatifs aux bills privés.

Tous les jours, les lundis exceptés, la chambre, à la reprise de sa séance à sept heures et demie du soir, consacre une heure à délibérer sur les bills privés.

**112.** Avant l'ouverture de toute séance, le greffier fait distribuer à l'orateur et aux députés un feuillet indiquant, dans l'ordre qui leur appartient, les affaires que la chambre sera appelée à expédier au cours de cette séance.

**113.** Les bills publics qui doivent être présentés sont inscrits au feuillet suivant l'ordre dans lequel les avis ont été déposés.

La priorité est donnée aux bills du gouvernement.

**114.** Les motions, de même que les questions aux ministres et aux députés, sont inscrites au feuillet suivant l'ordre dans lequel les avis ont été déposés.

**115.** Les ordres du jour relatifs aux bills sont portés au feuillet avant les autres ordres de même catégorie et inscrits de façon à donner la priorité aux bills les plus avancés.

**116.** Les bills rapportés par les comités élus sont inscrits au feuillet de la séance suivante.

**117.** Les amendements et les messages du conseil législatif concernant les bills sont inscrits au feuillet immédiatement après les bills dont la chambre a ordonné la troisième lecture.

**118.** Les ordres du jour qui ne se rapportent pas aux bills sont inscrits au feuillet suivant l'ordre dans lequel ils ont été adoptés.

**119.** Les bills arrivés à une même étape sont inscrits au feuillet suivant l'ordre dans lequel ils sont arrivés à cette étape.

**120.** Quand un rang spécial a été assigné à une affaire, elle est inscrite au feuillet au rang qui lui a été ainsi assigné.

**121.** Quand une affaire a été fixée pour une heure particulière, elle est inscrite au feuillet avant les affaires du jour, avec indication de l'heure où elle doit être appelée.

**122.** Toutes les affaires inscrites au feuillet du jour sont appelées dans l'ordre qui leur est assigné.

Toutefois, une affaire fixée pour une heure particulière est appelée à l'heure dite, et les affaires inscrites au nom des ministres de la couronne peuvent, lorsque la chambre en vient à les prendre en considération, être appelées dans l'ordre que le gouvernement juge opportun.

**123.** Quand il s'est glissé quelque erreur de fond dans le texte du feuillet, l'orateur fait une déclaration à la chambre et rétablit les affaires au rang qui leur est assigné par les règlements ou par quelque ordre spécial.

**124.** Les ordres du jour sont lus sans que la chambre soit consultée.

**125.** Les affaires inscrites au feuillet du jour qui ne sont pas prises en considération lorsqu'elles sont appelées peuvent rester au feuillet et garder leur rang si le gouvernement le demande. Sinon, elles perdent leur rang et sont portées au feuillet de la séance suivante après celles de même catégorie qui sont arrivées à la même étape.

Toutefois, si une motion n'est pas prise en considération dans les vingt jours qui suivent la date où il en a été donné avis, elle ne peut plus être inscrite au feuillet sans un ordre spécial de la chambre.

**126.** Toutes les affaires du jour qui n'ont pas été appelées avant l'ajournement se trouvent par là-même remises à la séance suivante.

**127.** Les rapports et les documents peuvent être déposés en tout temps où la chambre n'est saisie d'aucune affaire.

## Section V

## DU PROCÈS-VERBAL

**128.** Après chaque jour de séance, le greffier fait dresser et imprimer en français et en anglais, sous la surveillance de l'orateur, un compte rendu sommaire des votes et des opérations de la chambre, et il en fait distribuer des exemplaires au lieutenant-gouverneur, aux conseillers exécutifs et aux députés.

**129.** Quand il se glisse quelque erreur de fond ou quelque omission dans le procès-verbal d'une séance, le greffier peut les rectifier dans le procès-verbal de la séance suivante. Subséquemment, la rectification ne peut être faite que par ordre de la chambre.

## Section VI

## DU JOURNAL

**130.** Le greffier fait dresser, sous la forme d'un journal, un compte rendu complet des votes et des opérations de la chambre, et, après la clôture de la session, il le fait imprimer et distribuer en français et en anglais avec, en appendice, un index de ces votes et opérations.

Il fait en outre imprimer, à la suite du journal, un précis de toutes les décisions que l'orateur a, pendant la session, prononcées sur des questions d'ordre ou de règlement.

**131.** La chambre peut toujours, sur une motion annoncée, ordonner la suppression ou la rectification, au journal, d'un compte rendu qui y a été inséré.

## TITRE VI

## DES MOTIONS

## CHAPITRE PREMIER

## DES MOTIONS EN GÉNÉRAL

## Section Première

## DES AVIS DE MOTIONS

## § 1.—Des cas où un avis est requis

**132.** Sauf les cas prévus au règlement, nul député ne peut faire une motion de fond, à moins qu'il ne l'ait annoncée par un avis.

Toutefois, ne requièrent aucun avis préalable les motions relatives à la présentation des bills privés, à la première lecture des bills du conseil législatif ou à l'ajournement de la chambre, de même que les motions soulevant des questions de privilège, à moins qu'elles ne mettent en question la conduite du lieutenant-gouverneur, de l'orateur, du président des comités, ou d'un membre de l'une ou de l'autre chambre.

**133.** Une motion de fond peut être faite sans avis préalable, si la chambre y consent unanimement.



## § 2.—De la forme et du contenu des avis

**134.** L'avis est donné par écrit.

Il porte le nom du député qui doit faire la motion.

Il indique le jour où la motion doit être faite.

Il contient le texte complet de la motion qu'il annonce, excepté quand il s'agit d'un bill public à présenter ou d'un projet de résolution à soumettre à un comité plénier.

**135.** Quand un avis renferme des expressions inconvenantes, est irrégulier, ou contient le texte d'une motion irrégulière, l'orateur ordonne de le mettre de côté.

## § 3.—Des délais des avis

**136.** Tout avis doit être donné au moins un jour franc avant celui où la motion doit être présentée.

Toutefois, quand la chambre tient plus d'une séance par jour, il suffit que l'avis ait été donné avant la clôture de l'avant-dernière séance.

**137.** Tout avis est remis au greffier ou déposé chez le rédacteur du feuilleton avant six heures de l'après-midi, les jours de séance, et avant midi, le samedi.

Tout avis déposé avant six heures de l'après-midi, les jours de séance, ou avant midi, le samedi, est imprimé à la suite du feuilleton de la séance suivante.

## Section II

### DE LA FORME ET DU CONTENU DES MOTIONS

**138.** Toute motion est soumise en écrit, à moins qu'elle ne soit de celles dont les termes ne varient pas.

**139.** Toute motion doit commencer par le mot "que".

**140.** Une motion ne doit pas être précédée d'un préambule, mais elle peut contenir un exposé de motifs.

**141.** Nulle motion n'est faite dans la forme négative.

**142.** Nulle motion ne doit être proposée contrairement aux dispositions de la loi, ni contenir des expressions inconvenantes ou qui soient offensantes pour l'une ou l'autre chambre ou pour un de leurs membres.

**143.** Nulle motion annoncée ne peut être faite dans des termes autres que ceux de l'avis, à moins que la chambre n'y consente unanimement ou qu'un nouvel avis n'ait été régulièrement donné.

**144.** Une irrégularité dans une des parties d'une motion vicie la motion dans son entier.

**145.** Quand une motion est irrégulière, l'orateur doit, sans tarder, signaler ce fait à la chambre; et, lorsque le débat sur la question d'ordre est clos, il peut, après avoir cité la règle ou l'autorité sur laquelle

il s'appuie, refuser de lire la motion ou de la mettre aux voix, sauf appel à la chambre.

### Section III

#### DE LA PRÉSENTATION DES MOTIONS

**146.** Excepté quand il s'agit d'une demande de congé, aucune motion annoncée par un député ne peut être présentée par un autre député, sans le consentement unanime de la chambre et la permission du député au nom de qui l'avis a été donné.

Toutefois, un ministre de la couronne peut toujours agir au nom d'un de ses collègues.

**147.** Nulle motion ne peut être présentée au cours d'une votation.

**148.** Avant d'être lue ou énoncée par l'orateur, toute motion doit être appuyée, à moins qu'elle n'ait pour but de mettre à effet un ordre ou une résolution de la chambre ou qu'elle ne soit une motion de forme qu'il est nécessaire de faire pour mener à fin un bill ou un projet de résolution.

**149.** Sauf les cas prévus au règlement, une motion qui n'est pas appuyée ne peut être débattue. Elle est immédiatement abandonnée et il n'en est fait aucune mention au journal.

### Section IV

#### DE LA MISE EN DÉLIBÉRATION DES MOTIONS

**150.** Quand une motion a été régulièrement faite et, s'il y a lieu, appuyée, l'orateur la lit ou l'énonce en français et en anglais, puis il pose cette question : " Cette motion sera-t-elle adoptée ? "

Si les deux langues ne lui sont pas familières, il la lit ou énonce dans une langue et la fait lire ou énoncer dans l'autre langue par le greffier.

**151.** Toute motion doit être lue ou énoncée par l'orateur dans les termes mêmes dans lesquels elle a été faite.

Toutefois, quand la forme d'une motion est irrégulière, l'orateur peut la corriger et la lire ou énoncer dans les formes voulues.

**152.** Tant qu'une motion n'a pas été proposée par l'orateur suivant les formes prescrites ci-dessus, la chambre n'en est pas régulièrement saisie.

### Section V

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**153.** Nulle motion ne doit soulever une question qui soit, au fond, identique à une question dont la chambre a décidé pendant la session en cours.

Toutefois, la même motion peut être faite à chaque étape d'un bill ou d'une autre affaire, et une motion peut proposer la rescision d'une résolution ou la révocation d'un ordre.

**154.** Une motion qui a été écartée ou retirée peut être faite de nouveau pendant la session en cours.

**155.** Nulle motion ne doit anticiper sur un ordre du jour ou une autre motion dont il a été donné avis.

**156.** La conduite du lieutenant-gouverneur, de l'orateur, du président des comités ou d'un membre de l'une ou de l'autre chambre ne peut être mise en question que par une motion directe et de fond.

**157.** Une motion ayant pour objet ou entraînant l'allocation ou l'affectation de deniers publics ou l'imposition ou l'augmentation de quelque charge sur le peuple ne peut être délibérée et mise aux voix, à moins que le lieutenant-gouverneur n'en ait au préalable recommandé l'objet pendant la session en cours et qu'elle n'ait été renvoyée à un comité plénier et rapportée par ce comité.

**158.** Quand une motion a été proposée par l'orateur, la chambre doit en disposer avant de procéder à toute autre affaire.

Toutefois, tant qu'une motion est en débat, il peut être proposé des motions ou questions secondaires, incidentes ou privilégiées; en ce cas, le débat sur la motion principale est suspendu jusqu'à ce que la chambre ait disposé des motions ou questions secondaires, incidentes ou privilégiées.

## CHAPITRE II

### DES MOTIONS D'AMENDEMENT

#### Section Première

##### DES AMENDEMENTS

**159.** Tout député autre que l'auteur de la motion en débat peut faire une motion secondaire tendant à amender cette motion.

**160.** Toute motion d'amendement doit proposer soit de retrancher certains mots, soit d'insérer ou d'ajouter certains mots, soit de retrancher certains mots et d'en insérer ou d'ajouter d'autres.

**161.** Tout amendement doit se rapporter directement au sujet de la motion sur laquelle il est proposé, sauf si cette motion porte formation du comité des subsides ou du comité des voies et moyens.

**162.** Tout amendement doit être rédigé de façon que la motion sur laquelle il est proposé reste intelligible, s'il est adopté.

**163.** Tant que la chambre ne s'est pas prononcée définitivement sur l'ensemble d'une proposition, le droit d'amendement existe.

Toutefois, quand une proposition se compose de plusieurs articles ou paragraphes, un amendement ne peut porter sur un article ou un paragraphe dont la chambre a déjà décidé.

**164.** Plusieurs amendements peuvent être proposés successivement sur une motion principale; mais la chambre ne peut être saisie de plus d'un amendement à la fois.

**165.** Un nouvel amendement ne doit pas remettre en question un principe sur lequel la chambre s'est déjà prononcée à l'occasion d'un premier amendement.

**166.** Quand plusieurs amendements ont été annoncés, ils doivent être proposés suivant l'ordre dans lequel se trouvent placés, dans la motion principale, les mots qu'ils modifieraient s'ils étaient adoptés.

**167.** Il ne peut être proposé qu'un amendement sur la motion portant formation du comité des subsides ou du comité des voies et moyens.

Toutefois, si les premiers amendements proposés sont retirés ou déclarés irréguliers, il peut en être proposé un autre.

## Section II

### DES SOUS-AMENDEMENTS

**168.** Il peut être proposé d'amender une motion d'amendement, excepté quand la motion principale porte formation du comité des subsides ou du comité des voies et moyens.

**169.** Un sous-amendement ne doit pas être, au fond, la répétition de la motion principale.

**170.** Tout sous-amendement doit se rapporter uniquement à l'amendement sur lequel il est proposé.

**171.** Plusieurs sous-amendements peuvent être successivement proposés sur une motion d'amendement, comme si cette motion d'amendement était une première motion ; mais la chambre ne peut être saisie de plus d'un sous-amendement à la fois.

**172.** Il ne peut être proposé d'amendement sur un sous-amendement.

### Section III

#### DE LA PRIORITÉ ENTRE LA MOTION PRINCIPALE, LES AMENDEMENTS ET LES SOUS-AMENDEMENTS

**173.** Les amendements sont mis aux voix avant la motion principale, et les sous-amendements avant les amendements.

### Section IV

#### DES EFFETS DE L'ADOPTION ET DU REJET DES AMENDEMENTS

**174.** Quand un amendement ou un sous-amendement est adopté, la motion principale ou l'amendement principal est de nouveau proposé par l'orateur et mis aux voix tel qu'amendé.

**175.** Quand un amendement ou un sous-amendement est rejeté, la motion principale ou l'amendement principal est de nouveau proposé par l'orateur et mis aux voix tel que proposé en premier lieu.

**176.** Des amendements portant addition de mots peuvent être proposés sur une motion amendée ou un amendement amendé.

## CHAPITRE III

#### DES MOTIONS PORTANT AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE

**177.** Une motion portant ajournement de la chambre peut être faite en tout temps, excepté lorsque la chambre est déjà saisie d'une motion portant ajournement d'un débat ou pendant qu'une votation est en cours.

**178.** Quand une motion portant ajournement de la chambre est proposée pendant que la chambre est saisie d'une affaire, elle doit être formulée en ces termes : "Que la chambre s'ajourne maintenant".

Elle ne peut être proposée que par un député qui a le droit de prendre la parole sur la question en débat ou l'affaire en cours.

Elle interrompt tout débat en cours et, si elle est adoptée, elle écarte toutes les questions, tant principales que secondaires ou incidentes, dont la chambre est alors saisie.

Elle ne peut être amendée, ni écartée par aucune motion.

Elle peut être débattue, et le débat n'en peut être interrompu que par une question d'ordre, une question de privilège, une motion de retrait, ou quelque autre motion incidente.

**179.** Une motion portant ajournement de la chambre, si elle est rejetée, ne peut être renouvelée, à moins que la chambre n'ait dans l'intervalle procédé à quelque autre opération.

## CHAPITRE IV

### DES MOTIONS PORTANT AJOURNEMENT DU DÉBAT

**180.** Une motion portant ajournement du débat peut toujours être proposée lorsque la chambre est saisie d'une motion susceptible de débats, autre qu'une motion portant ajournement de la chambre.

Elle doit être formulée en ces termes : "Que le débat soit maintenant ajourné".

Elle ne peut être proposée que par un député qui a le droit de prendre la parole sur la question en cours.

Elle interrompt tout débat en cours.

Elle ne peut être amendée, ni écartée par aucune motion.

Elle peut être débattue, et le débat n'en peut être interrompu que par une question d'ordre, une question de privilège, une motion de retrait, ou quelque autre motion incidente.

Si elle est rejetée, elle ne peut être renouvelée, à moins que la chambre n'ait dans l'intervalle procédé à quelque autre opération.

## CHAPITRE V

### DES MOTIONS ET QUESTIONS DE PRIVILÈGE

**181.** Toute question de privilège qui est soulevée au cours d'une séance est immédiatement prise en considération.

**182.** Tout député qui soulève une question de privilège peut conclure par une motion ou se borner à réclamer.

S'il se borne à réclamer, ses paroles ne doivent se référer à aucun sujet qui prête à discussion, et nul débat ne peut s'ensuivre.

**183.** Une motion d'urgence se référant directement aux privilèges de la chambre ou d'un député a la priorité sur toute autre motion, ainsi que sur toute affaire inscrite au feuillet.

Elle peut être proposée en tout temps, excepté au cours d'une votation.

Elle peut être faite par tout député, sans avis préalable.

Jusqu'à ce qu'elle soit décidée, elle interrompt toute besogne en cours.

Elle ne peut être écartée que par l'ajournement de la chambre.

Le débat en peut être interrompu par une question d'ordre, une motion de retrait, ou quelque autre motion incidente.

## CHAPITRE VI

### DES MOTIONS ET QUESTIONS D'ORDRE

**184.** Tout député peut signaler une violation de l'ordre ou du règlement et demander l'application des peines portées contre cette violation.

**185.** Une violation de l'ordre ou du règlement ne peut être signalée qu'à l'instant où elle se produit.

**186.** Toute question d'ordre est prise en considération dès qu'elle est soulevée.

**187.** Une question d'ordre ainsi que les motions qui s'ensuivent interrompent toute besogne en cours jusqu'à ce qu'elles soient décidées.

Elles ne peuvent être écartées que par l'ajournement de la chambre.

Le débat en peut être interrompu par des questions ou des motions incidentes.

## CHAPITRE VII

### DES MOTIONS PROPOSANT DE PASSER À QUELQUE ORDRE DU JOUR

**188.** Une motion proposant de passer aux ordres du jour, à l'ordre du jour suivant ou à un ordre du jour déterminé peut toujours être faite, excepté lorsque la chambre est saisie d'une question d'ajournement, d'une question de privilège, d'une question d'ordre ou de la question préalable.

Elle ne peut être amendée au cas qu'elle propose simplement de passer aux ordres du jour ou à l'ordre du jour suivant.

Elle ne peut être écartée que par l'ajournement de la chambre.

**189.** Quand elle est proposée incidemment, la motion de passer aux ordres du jour, à l'ordre du jour suivant ou à un ordre du jour déterminé ne peut être faite que par un député qui a le droit de prendre la parole sur la question en débat ou l'affaire en cours.

Elle interrompt tout débat en cours et, si elle est adoptée, elle écarte toutes les questions, tant principales que secondaires ou incidentes, dont la chambre est alors saisie.

Si elle est rejetée, elle ne peut être renouvelée tant que la chambre est saisie de la même affaire.

---

## CHAPITRE VIII

### DES MOTIONS PORTANT RENVOI À UN COMITÉ

**190.** Le renvoi d'une affaire à un comité peut être proposé par motion principale ou par motion secondaire.

**191.** Le renvoi à un comité ne peut être proposé, par motion secondaire, que sur une motion principale ou sur quelque amendement à une motion principale.

**192.** Tant qu'elle n'est pas décidée, une motion secondaire portant renvoi à un comité exclut tout amendement sur la motion principale.

Si elle est adoptée, la motion principale et l'amendement dont la chambre était saisie deviennent caducs.

## CHAPITRE IX

### DES MOTIONS PROPOSANT LA QUESTION PRÉALABLE

**193.** La question préalable est posée en ces termes : "Que la question soit maintenant mise aux voix."

Elle peut être demandée sur toute motion principale susceptible de débats ou d'amendement. Toutefois, elle ne peut être demandée sur une motion portant renvoi à un comité.

Elle ne peut être demandée que par un député qui a le droit de prendre la parole sur la motion en délibération.

Elle ne peut être amendée.

Elle ne peut être écartée que par l'ajournement de la chambre.

**194.** Dès que la question préalable a été proposée par l'orateur, il ne peut être faite aucune motion se rapportant à la motion sur laquelle elle est demandée, sauf une motion de retrait.

**195.** Quand la question préalable est résolue affirmativement, la motion sur laquelle elle a été proposée doit être aussitôt mise aux voix, sans amendement ni débats.

Quand elle est résolue négativement, la motion sur laquelle elle a été proposée se trouve écartée.

## CHAPITRE X

### DES MOTIONS CONCERNANT LA LECTURE DE DOCUMENTS ET D'ÉCRITS

**196.** Lorsqu'un écrit est déposé sur le bureau, tout député peut, par motion, demander qu'il soit lu immédiatement.



**197.** Quand, au cours d'un débat, un ministre de la couronne désire citer un document dont la chambre n'est pas saisie, il peut faire une motion qui l'autorise à déposer immédiatement ce document sur le bureau.

Le débat en cours est alors suspendu jusqu'à ce que cette motion soit décidée.

## CHAPITRE XI

### DES MOTIONS PORTANT SUSPENSION DES RÈGLES

**198.** Sur une motion annoncée, un ou plusieurs articles du règlement permanent ou des règlements de session peuvent être suspendus.

**199.** Quand les règlements sont suspendus, l'effet de cette suspension est restreint à l'objet en vue duquel elle a été votée.

**200.** Au cas de nécessité urgente, la suspension des règlements ou de quelque article des règlements peut être proposée sans avis préalable.

La motion doit alors contenir un exposé des motifs qui la rendent urgente et nécessaire.

Elle ne peut être adoptée que du consentement unanime de la chambre.

**201.** Une motion portant suspension des règlements ou de quelque article des règlements ne peut être amendée.

Quand elle est proposée incidemment, elle interrompt la besogne en cours.

## CHAPITRE XII

### DES MOTIONS PORTANT RETRAIT D'UNE AFFAIRE

**202.** Tant qu'une motion n'a pas été proposée par l'orateur, elle peut être retirée par le député ou avec la permission du député qui en a donné avis.

**203.** Quand un député a donné avis qu'il proposerait une série de résolutions, il peut en retirer une ou plusieurs et soumettre les autres.

**204.** Dès qu'une motion a été proposée par l'orateur, elle ne peut être retirée sans le consentement unanime de la chambre, non plus qu'en l'absence du député qui l'a présentée.

**205.** Une motion ne peut être retirée après qu'elle a été mise aux voix.

**206.** Quand, pendant la discussion d'une motion, il a été proposé ou soulevé une question secondaire, incidente ou privilégiée, la chambre ne peut

autoriser le retrait de cette motion tant que la question secondaire, incidente ou privilégiée n'a pas été retirée ou décidée.

## CHAPITRE XIII

DES MOTIONS PORTANT DIVISION D'UNE QUESTION COMPLEXE

**207.** Sur la motion de tout député, la chambre peut ordonner qu'une question complexe soit divisée.

## CHAPITRE XIV

DES MOTIONS PORTANT RESCISION D'UNE RÉOLUTION OU RÉVOCATION D'UN ORDRE

**208.** Tout député peut proposer qu'une résolution soit rescindée.

Toute motion portant rescision d'une résolution doit contenir le texte intégral de cette résolution.

**209.** Tout député peut proposer qu'un ordre soit révoqué.

Sauf le cas où l'ordre à révoquer vient d'être lu, la motion portant révocation d'un ordre doit contenir le texte intégral de cet ordre.

## CHAPITRE XV

DES MOTIONS PORTANT RÉTABLISSEMENT D'UN ORDRE DU JOUR

**210.** Sur une motion annoncée, un ordre du jour qui a été écarté peut être rétabli.

**211.** Quand un ordre du jour est rétabli, la question est reprise au point où elle a été interrompue.

# TITRE VII

## DES DÉBATS

### CHAPITRE PREMIER

DES MATIÈRES SUSCEPTIBLES DE DÉBATS

**212.** Sauf les exceptions prévues par le règlement, toute motion peut être débattue dès qu'elle a été proposée par l'orateur.

### CHAPITRE II

DU DROIT DE PAROLE

#### Section Première

DE LA MANIÈRE D'OBTENIR LA PAROLE

**213.** Tout député qui désire demander la parole doit se lever de sa place, la tête découverte, et s'adresser à l'orateur en le désignant par son titre.

**214.** Quand un député demande la parole, l'orateur l'invite à parler.

**215.** Quand plus d'un député demande la parole, l'orateur invite à parler celui qui a demandé la parole le premier.

**216.** Quand deux ou plusieurs députés ont demandé la parole en même temps et qu'ils insistent, l'orateur met immédiatement les noms de ces députés aux voix, sans permettre de débats, et accorde la parole au député qui le premier obtient la majorité des voix.

Les noms sont mis aux voix par ordre alphabétique.

Le vote est pris par assis et levé.

Une demande d'enregistrer les noms des votants ne peut être accueillie

## Section II

### DE LA PRIORITÉ DU DROIT DE PAROLE

**217.** Le député au nom de qui une motion ou un ordre du jour est inscrit au feuillet des affaires a droit d'être entendu le premier lorsque cette motion ou cet ordre du jour est appelé pour la première fois.

**218.** Un député qui demande la parole pour soulever une question d'ordre ou pour soulever une question de privilège qui vient de se produire a droit d'être entendu de préférence à tout député qui demande en même temps la parole pour discuter la question dont la chambre est alors saisie.

**219.** Un député qui n'a pas encore pris la parole sur une question a la priorité sur celui qui a déjà parlé sur cette question.

**220.** Le député sur la motion de qui un débat a été ajourné a le droit d'être entendu le premier à la reprise du débat.

## Section III

### DE L'EXERCICE DU DROIT DE PAROLE ET DE SES RESTRICTIONS

**221.** Un député ne doit parler qu'après avoir demandé la parole à l'orateur et l'avoir obtenue.

**222.** Un député ne peut prendre la parole que sur une motion dont la chambre est saisie, ou sur une motion qu'il entend proposer lui-même, ou sur une question de privilège qu'il soulève, ou sur une question d'ordre.

**223.** Nul député ne peut prendre la parole sur une question après que l'orateur a annoncé la décision de la chambre ou a déclaré que les votes affirmatifs ou les votes négatifs l'emportent.

**224.** L'orateur ne peut prendre part à aucun débat de la chambre.

**225.** Tout député qui, pendant la discussion d'une motion, a proposé ou a appuyé comme second la question préalable, un amendement, le renvoi à un comité, un ajournement de la chambre, un ajournement du débat, ou l'appel de quelque ordre du jour, ne peut plus parler sur cette motion si la proposition qu'il a ainsi faite ou appuyée est rejetée.

**226.** Tout député qui a proposé ou a appuyé comme second une motion portant ajournement du débat ou ajournement de la chambre ne peut plus proposer ou appuyer comme second une semblable motion au cours du même débat.

**227.** Si un ordre du jour est proposé sans que le député au nom de qui il est inscrit au feuillet adresser la parole, ce député peut prendre la parole sur sa proposition à une période subséquente du débat.

**228.** Si un député appuie comme second une motion de fond ou un amendement sans adresser la parole, il peut prendre la parole sur cette motion ou cet amendement à une période subséquente du débat.

**229.** Avec la permission de la chambre, un député peut s'expliquer sur un fait personnel, bien que la chambre ne soit alors saisie d'aucune question ; mais, dans ce cas, il ne peut entamer aucun sujet qui prête à discussion et nul débat ne peut s'ensuivre.

Toutefois, quand il est donné des explications au sujet de changements survenus dans la composition du cabinet, le chef de l'opposition peut faire des observations sur ces explications.

**230.** Un député ne peut prendre la parole deux fois sur une même question, si ce n'est pour répliquer ou pour s'expliquer.

**231.** Le droit de réplique n'appartient qu'au député qui a fait une motion de fond ou proposé la deuxième lecture d'un bill public qui n'est pas fondé sur des résolutions adoptées en comité plénier.

**232.** Un député qui exerce le droit de réplique doit se borner à répondre aux préopinants, et il ne lui est pas permis d'avancer des faits ou des arguments nouveaux à l'appui de la proposition en débat.

**233.** La réplique de l'auteur d'une motion clôt le débat, mais l'orateur doit veiller à ce que tout député qui désire prendre la parole ait l'occasion de le faire avant la réplique finale.

**234.** Un député qui a pris la parole sur une question peut la prendre de nouveau pour s'expliquer sur une partie de son discours qui a été citée inexactement ou mal interprétée ; mais il doit se borner à rétablir le texte ou le sens de ses paroles, selon le cas, et nul débat ne peut s'ensuivre.

Tout ce qu'un député affirme en s'expliquant doit être tenu pour vrai et ne peut plus être mis en question.

**235.** Un ministre de la couronne qui a pris la parole sur une motion demandant communication de documents ou sur une motion proposant que la chambre se forme en comité des subsides ou en comité des voies et moyens, peut la prendre de nouveau pour expliquer ou pour rétablir, s'il y a lieu, des faits qui ont été avancés après son premier discours ; mais il doit se borner à expliquer ou à rétablir ces faits.

---

## CHAPITRE III

### DES DISCOURS

#### Section Première

##### DES RÈGLES A OBSERVER EN PARLANT

**236.** Tout député qui a obtenu la parole doit faire porter son discours sur la question qu'il entend proposer ou sur la question dont la chambre est alors saisie ; et il ne lui est pas permis de s'en écarter, sauf en réponse à des digressions.

Si la chambre est déjà saisie de plus d'une question, il doit faire porter son discours sur la question qu'il entend proposer ou sur celle des questions à décider qui a été proposée la dernière.

**237.** Le premier paragraphe de l'article 236 ne s'applique pas dans le cas d'une motion proposant que la chambre se forme en comité des subsides ou en comité des voies et moyens.

**238.** Quand, au cours d'un débat, il a été proposé une motion portant ajournement du débat ou ajournement de la chambre, le débat sur cette motion doit être restreint à la question d'ajournement.

**239.** Quand la question préalable a été proposée, la discussion peut porter tant sur le fond de la question principale que sur la question préalable.

**240.** Quand il a été proposé un amendement dont l'effet serait d'écarter la question principale s'il était adopté, la discussion peut porter tant sur le fond de la question principale que sur l'amendement.

**241.** Quand une motion portant renvoi d'une affaire à un comité est accompagnée d'instructions, la discussion peut porter tant sur le fond de l'affaire que sur cette motion.

**242.** Quand une motion portant rescision d'une résolution ou révocation d'un ordre est proposée, la discussion peut porter tant sur le fond de la résolution à rescinder ou de l'ordre à révoquer que sur cette motion.

**243.** Un député, pendant qu'il parle, doit rester debout à sa place, tête découverte, et s'adresser à l'orateur.

Quand il se rassied, il est censé avoir fini de parler.

**244.** Quand un député soulève ou discute un point d'ordre au cours d'une votation, il doit rester assis.

**245.** Il est interdit à tout député qui a la parole :

1. De lire son discours ;

---

2. De lire dans un journal ou un livre imprimé le compte rendu d'un débat qui a eu lieu dans l'une ou l'autre des deux chambres pendant la session en cours ;

3. De lire, sauf pour s'en plaindre, des extraits d'écrits ou d'imprimés ayant trait à un débat de la session en cours ;

4. De faire allusion, sauf pour s'expliquer ou pour discuter une question de privilège ou une question d'ordre, à un débat qui a eu lieu, pendant la session en cours, sur un bill ou une question qui n'est pas alors en discussion ;

5. De faire allusion à un débat qui a eu lieu au conseil législatif pendant la session en cours ;

6. De faire allusion aux délibérations d'un comité avant que ces délibérations soient rapportées à la chambre ;

7. De faire allusion à une affaire qui est pendante devant le conseil législatif ;

8. De critiquer une décision de la chambre ou une loi de la province, sauf en discutant une motion ayant pour objet de rescinder cette décision ou un bill portant amendement ou abrogation de cette loi ;

9. De faire allusion à une affaire renvoyée à un comité, inscrite au feuillet ou annoncée dans le feuillet ;

10. De parler irrévérencieusement de Sa Majesté ou de quelque membre de la famille royale, du gouverneur ou de l'administrateur du Canada, du lieutenant-gouverneur ou de l'administrateur de la province, ou de mentionner leurs noms dans le but d'influencer les délibérations de la chambre ;

11. De désigner l'orateur ou les députés par leur nom ;

12. D'interpeller un député ;

13. D'imputer, directement ou indirectement, des motifs indignes ou des intentions mauvaises à un député, ou de lui prêter des motifs, des intentions ou des propos ;

14. D'accuser directement ou indirectement la conduite d'un député ou d'un conseiller législatif, sauf en discutant une motion mettant en question la conduite de ce député ou de ce conseiller législatif ;

15. De se servir d'expressions offensantes pour l'une ou l'autre des deux chambres ou pour un de leurs membres ;

16. De blâmer la conduite du lieutenant-gouverneur, de l'orateur ou du président des comités, sauf en discutant une motion mettant en question leur conduite ;

17. De mettre en question la conduite ou le langage qu'un député a tenus dans un comité, sauf en tant que cette conduite ou ce langage ont été rapportés à la chambre.

## Section II

### DES INTERRUPTIONS

**246.** Tant qu'un député a la parole, aucun député ne doit l'interrompre, si ce n'est pour demander de noter ses paroles, pour soulever une question d'ordre, pour soulever une question de privilège qui vient de se produire, ou pour signaler un défaut de quorum.

**247.** Quand un député trouve à redire à des paroles prononcées au cours d'un débat, il peut demander que le député qui les a prononcées soit rappelé à l'ordre, ou bien proposer qu'elles soient notées par le greffier.

Cette demande ou cette proposition doivent être faites aussitôt que les paroles ont été prononcées.

**248.** Quand le député qui trouve à redire à des paroles demande simplement le rappel à l'ordre, il doit exposer en quoi ces paroles violent le règlement. L'orateur prononce ensuite, après discussion du point, sauf appel à la chambre.

**249.** Quand le député qui trouve à redire à des paroles propose qu'elles soient notées par le greffier, il les énonce verbalement ou par écrit.

Si l'orateur décide que les paroles énoncées ne sont pas antiparlementaires, la motion n'est pas reçue et les paroles ne sont pas notées par le greffier, à moins que la chambre, sur appel, n'infirme la décision de l'orateur.

Si la motion, après avoir été discutée, est mise aux voix et adoptée, les paroles incriminées sont notées par le greffier, puis lues au député qui avait la parole.

Si ce dernier nie avoir prononcé les paroles notées, la chambre décide ensuite si ce sont les paroles qu'il a prononcées.

S'il ne nie pas les avoir prononcées ou si la chambre décide qu'il les a prononcées, il doit ensuite s'expliquer, se retracter ou s'excuser, à la satisfaction de la chambre.

**250.** Tout député a le droit, au cours des débats, d'exiger que la motion en discussion soit lue, mais il doit le faire de manière à ne pas interrompre un député qui a la parole.

# TITRE VIII

## DES VOTATIONS

### CHAPITRE PREMIER

#### DE LA MISE AUX VOIX

**251.** Quand aucun député ne demande à prendre la parole sur la motion dont la chambre est saisie, l'orateur la met aux voix dans sa forme première ou dans sa forme amendée, en demandant dans les deux langues aux députés qui sont en faveur de la motion de répondre "oui", et à ceux qui ne sont pas en faveur de la motion de répondre "non".

**252.** Quand il y a eu débats, l'orateur doit, avant de mettre une motion aux voix, la lire ou l'énoncer de nouveau.

Il doit aussi, s'il s'agit d'un amendement, lire ou énoncer de nouveau la motion principale et, s'il s'agit d'un sous-amendement, la motion principale et l'amendement principal.

**253.** Tout député présent lors de la lecture ou de l'énonciation d'une motion dans une langue, peut exiger que cette motion soit lue ou énoncée de nouveau dans l'autre langue.

### CHAPITRE II

#### DES MODES DE VOTATION

##### Section Première

#### DES VOTATIONS ORDINAIRES

**254.** Toute motion mise aux voix est décidée à la majorité des voix répondant "oui" ou des voix répondant "non".

**255.** Dès que les votes ont été donnés, l'orateur décide si les votes affirmatifs ou les votes négatifs l'emportent, et, à moins que cinq députés ne demandent l'inscription au journal du nom des votants, il proclame immédiatement la motion adoptée ou rejetée, selon le cas.

##### Section II

#### DES VOTATIONS AVEC ENREGISTREMENT DES NOMS

##### § 1.—Procédures préliminaires

**256.** Quand l'enregistrement des noms est demandé, l'orateur ordonne au sergent d'armes d'appeler les députés.



Celui-ci met alors les sonneries d'appel en branle et voit à faire rentrer les députés.

**257.** Lorsque les sonneries d'appel sont mises en branle avant un vote tous les députés doivent prendre leurs places.

#### § 2.—Procédures de l'enregistrement des noms

**258.** Dès que le sergent d'armes est revenu à sa place, l'orateur met de nouveau la motion aux voix et invite successivement à se lever ceux qui sont en faveur de la motion et ceux qui ne le sont pas. Le greffier adjoint nomme les députés à mesure qu'ils se lèvent et le greffier note les noms. Dès que tous les noms ont été notés, le greffier compte séparément les votes affirmatifs et les votes négatifs et en fait connaître le total à l'orateur, qui, à son tour, proclame la motion adoptée ou rejetée, selon le cas.

**259.** Quand il est procédé à une votation avec enregistrement des noms, nul député ne peut, après le retour du sergent d'armes, entrer dans l'enceinte ou en sortir, tant que l'orateur n'a pas proclamé le résultat du vote.

#### § 3.—Du droit et du devoir de voter

**260.** Tout député présent est tenu de voter.

**261.** Nul député n'a droit de prendre part à une votation avec enregistrement des noms, à moins qu'il ne fût en dedans de la barre lorsque la motion a été mise aux voix après le retour du sergent d'armes.

Le vote de tout député qui n'était pas alors en dedans de la barre doit être écarté par l'orateur.

**262.** Nul député n'a le droit de voter sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire direct, excepté si cette question est d'intérêt général.

#### § 4.—Des erreurs et des irrégularités dans l'enregistrement des noms

**263.** Si un député, avant que le résultat d'un vote soit proclamé par l'orateur, demande que les noms soient lus à haute voix, le greffier lit les noms de ceux qui ont donné un vote affirmatif et ensuite les noms de ceux qui ont donné un vote négatif.

Toute erreur et toute irrégularité dans l'enregistrement des noms peuvent alors être signalées à l'orateur et corrigées sous la direction de celui-ci.

Si un député présent n'a pas voté et que ce fait soit alors signalé à l'orateur, celui-ci demande au député de déclarer en quel sens il vote, et le nom du député est enregistré en conséquence.

**264.** Quand un député a, par inadvertance, voté dans un sens contraire à son intention, il ne peut corriger son erreur qu'avec le consentement unanime de la chambre.

**265.** Toute erreur dans l'addition des votes peut être corrigée après coup par le greffier, sauf quand la correction aurait pour effet de changer le résultat du vote.

**266.** Un second vote est pris quand une erreur ne peut se corriger autrement.

**267.** Le vote d'un député intéressé ne peut être écarté que sur une motion de fond.

**268.** Quand il est décidé qu'un député n'a pas le droit de siéger, les votes qu'il a donnés sans droit peuvent être, sur motion annoncée, rayés du journal et des procès-verbaux.

#### § 5.—Partage des voix

**269.** L'orateur ne vote pas, à moins qu'il n'y ait partage des voix ; mais s'il y a partage des voix, il doit voter.

**270.** Si l'orateur motive son vote, les raisons qu'il allègue sont consignées au journal.

### Section III

#### DE L'ADOPTION "APRÈS DIVISION"

**271.** Tout député qui est opposé à l'adoption unanime d'une motion et ne désire pas cependant faire enregistrer les noms, peut exiger que le journal mentionne qu'elle a été adoptée "après division" ; l'orateur ordonne conséquemment, à moins que l'enregistrement des noms ne soit demandé.

## TITRE XI

### DES COMITÉS

### CHAPITRE PREMIER

#### DES COMITÉS PLÉNIERS

#### Section Première

#### DE L'INSTITUTION ET DU MODE DE FORMATION DES COMITÉS PLÉNIERS

**272.** Un comité plénier est institué par une résolution portant que la chambre se formera, immédiatement ou à une date définie, en comité plénier pour prendre en considération quelque sujet déterminé.

**273.** Quand la chambre a décidé de se former immédiatement en comité plénier, ou quand il est lu un ordre du jour décrétant la formation d'un comité plénier, l'orateur propose aussitôt cette motion : "Que je quitte maintenant le fauteuil". Si cette motion est adoptée, il quitte le fauteuil et la chambre se trouve par là-même ajournée durant bon plaisir.

**274.** Quand un comité plénier a été autorisé à siéger de nouveau l'orateur, dès que l'ordre du jour décrétant la formation de ce comité est lu, quitte aussitôt le fauteuil sans consulter la chambre.

**275.** Dès que l'orateur a quitté le fauteuil, la masse est placée sous le bureau et le président des comités prend la présidence du comité.

## Section II

### DU QUORUM DES COMITÉS PLÉNIERS

**276.** Le quorum, lorsque la chambre siège en comité plénier, est le même que lorsqu'elle siège en assemblée.

**277.** Quand le président d'un comité plénier, en comptant les députés ou à la suite d'un vote, constate qu'il n'y a pas quorum, il en informe aussitôt l'orateur sans faire aucun autre rapport.

Si, après avoir à son tour compté les députés, l'orateur proclame qu'il y a quorum, la chambre se reforme aussitôt en comité plénier, sans qu'aucune motion soit proposée.

## Section III

### DES POUVOIRS DES COMITÉS PLÉNIERS

**278.** Un comité plénier ne peut prendre en considération que les sujets qui lui ont été renvoyés par la chambre.

**279.** Un comité plénier ne peut renvoyer une affaire à un autre comité ou à un sous-comité.

**280.** Le désordre qui se produit dans un comité plénier ne peut être censuré que par la chambre, après réception d'un rapport sur ce sujet.

**281.** Nulle motion relative à une affaire de privilège ne peut être prise en considération par un comité plénier.

## Section IV

### DES OPÉRATIONS DES COMITÉS PLÉNIERS

#### § 1.—Dispositions générales

**282.** A moins de dispositions contraires, les opérations des comités pléniers sont soumises aux mêmes règles que les opérations de la chambre, *mutatis mutandis*.

---

## § 2.—Du maintien de l'ordre

**283.** Nul député ne peut, sur un point d'ordre, en appeler du président, si ce n'est à la chambre même.

**284.** Quand un député en appelle du président à la chambre sur un point d'ordre, le président doit aussitôt quitter le fauteuil et faire à l'orateur un rapport écrit exposant le point en dispute. L'orateur soumet alors ce point à la chambre, qui prononce sans débats ; puis, la chambre se reforme aussitôt en comité plénier, sans qu'aucune motion soit proposée.

## § 3.—Des motions

**285.** En comité plénier, il n'est pas nécessaire qu'une motion soit appuyée.

**286.** En comité plénier, ni la question préalable, ni l'ajournement de la chambre, ni l'ajournement du débat, ne peuvent être proposés.

**287.** Un député peut toujours, au cours des opérations d'un comité plénier, proposer de rapporter à la chambre que le travail avance et de demander à celle-ci la permission de siéger de nouveau.

Cette motion doit être formulée en ces termes : "Que le président rapporte que le travail avance et demande, pour le comité, la permission de siéger de nouveau."

Elle a la priorité sur toutes autres motions, sauf la motion proposant que le président quitte le fauteuil.

Elle ne peut être amendée.

Elle peut être débattue conformément aux règles qui régissent les motions portant ajournement d'un débat.

Si elle est adoptée, elle a pour effet d'ajourner les délibérations du comité.

Si elle est rejetée, elle ne peut être renouvelée, à moins que le comité n'ait dans l'intervalle procédé à quelque autre opération.

**288.** Un député peut toujours, au cours des opérations d'un comité plénier, proposer que le président quitte le fauteuil.

Cette motion doit être formulée en ces termes : "Que le président quitte maintenant le fauteuil."

Elle a la priorité sur toutes autres motions, sauf la motion proposant de rapporter que le travail avance.

Elle ne peut être amendée.

Elle peut être débattue conformément aux règles qui régissent les motions portant ajournement de la chambre.

---

Si elle est adoptée, elle met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il est saisi.

Si elle est rejetée, elle ne peut être renouvelée, à moins que le comité n'ait dans l'intervalle procédé à quelque autre opération.

**289.** En comité plénier, il n'est pas permis de proposer une résolution générale à l'occasion d'un article ou d'un paragraphe.

**290.** Il ne peut être proposé un amendement ou un article nouveau qui remettent en question une décision précédente du comité, si ce n'est après un nouveau renvoi de l'affaire à ce comité.

#### § 4.—Des débats

**291.** En comité plénier, les députés ne sont pas tenus de parler de leur place.

**292.** Quand une proposition soumise à un comité plénier se compose de plusieurs articles ou paragraphes, chaque article ou paragraphe est examiné et discuté séparément et à son rang.

**293.** Tant que le comité n'a pas disposé d'un article ou d'un paragraphe, il peut en différer l'examen ou la discussion.

**294.** Tant qu'un article ou un paragraphe n'ont pas été proposés par le président, ils ne peuvent être discutés.

**295.** Quand un article ou un paragraphe ont été adoptés par le comité, il n'est plus permis d'y revenir ou de les amender.

**296.** En comité général, les députés peuvent prendre la parole sur le même point aussi souvent qu'il leur plaît.

**297.** Quand des paroles antiparlementaires sont notées, le président les rapporte à la chambre, à moins que le député qui les a prononcées ne s'explique, ne se rétracte ou ne s'excuse à la satisfaction du comité.

#### § 5.—Des votations

**298.** Le président propose chaque article ou paragraphe en ces termes : " Cet article sera-t-il adopté ? " ou " Ce paragraphe sera-t-il adopté ? "

**299.** Les amendements sont proposés avant les articles ou les paragraphes auxquels ils se réfèrent. Le président les propose en ces termes : " Cet amendement sera-t-il adopté ? "

**300.** Quand un amendement a été adopté, le président propose immédiatement l'article amendé ou le paragraphe amendé en ces termes : " Cet article tel qu'amendé sera-t-il adopté ? " ou " Ce paragraphe tel qu'amendé sera-t-il adopté ? "

**301.** Quand un comité plénier est appelé à décider entre deux sommes d'argent ou entre deux périodes de temps, la question est posée d'abord sur la somme la moins élevée ou sur la période la plus longue.

**302.** Le président d'un comité plénier doit apposer ses initiales vis-à-vis tout article ou tout paragraphe dont le comité a disposé ou qu'il a ajoutés, et sa signature à la fin de tout bill ou projet de résolution dont le comité a terminé l'examen.

**303.** En comité plénier, les votations ont lieu par assis et levé.

**304.** Le greffier adjoint agit comme secrétaire de tout comité plénier et enregistre les décisions du comité.

Toutefois, seul le texte des résolutions à rapporter est inséré au journal.

## Section V

### DE LA LEVÉE DES SÉANCES DES COMITÉS PLÉNIERS

**305.** Si toutes les matières renvoyées à un comité plénier n'ont pas été examinées lorsque arrive l'heure de lever la séance, le président, sans consulter le comité, rapporte que le travail avance et demande, pour le comité, la permission de siéger de nouveau.

Toute motion dilatoire alors pendante devient caduque.

**306.** Dès que toutes les matières soumises à un comité plénier ont été examinées, le président les rapporte à la chambre sans consulter le comité.

**307.** Quand le président d'un comité plénier reçoit l'ordre de faire un rapport à la chambre, il quitte le fauteuil sans consulter le comité.

**308.** Sauf les cas prévus au règlement, l'orateur, lorsque la chambre siège en comité, ne reprend le fauteuil que pour recevoir un rapport du président.

Toutefois, l'orateur reprend le fauteuil quand l'huissier à la verge noire apporte un message du lieutenant-gouverneur, ou lorsque arrive l'heure à laquelle une conférence doit être tenue ou à laquelle la chambre doit, conformément à un ordre spécial, procéder à la prise en considération d'une autre affaire.

**309.** S'il se produit quelque désordre grave, l'orateur peut reprendre le fauteuil sans attendre un rapport.

**310.** Lorsque arrivent six heures du soir, l'orateur reprend aussitôt le fauteuil sans attendre un rapport, sauf si l'examen de l'affaire en cours doit se continuer à sept heures et demie.

Toutefois, si le comité plénier ne peut siéger après sept heures et demie, le président doit demander, pour le comité, la permission de siéger de nouveau.

**311.** Quand le président d'un comité plénier a reçu l'ordre de quitter le fauteuil, il ne doit faire aucun rapport à la chambre.

**312.** Quand un comité plénier lève sa séance sans faire de rapport ni obtenir la permission de siéger de nouveau, l'affaire qui lui avait été renvoyée se trouve écartée.

**313.** Quand les délibérations d'un comité plénier ont été interrompues et ne sont pas reprises avant l'ajournement de la chambre, l'affaire qui avait été renvoyée à ce comité se trouve écartée.

## Section VI

### DES RAPPORTS DES COMITÉS PLÉNIERS

**314.** Tout rapport d'un comité plénier est présenté et reçu sans que la chambre soit consultée.

**315.** Quand un comité plénier rapporte un bill, il présente le texte même de ce bill avec les amendements qu'il y a apportés.

Les autres sujets renvoyés à un comité plénier sont rapportés sous forme de résolutions.

**316.** Les résolutions et les bills amendés qu'un comité plénier rapporte sont immédiatement lus, sans débats ; puis, la chambre peut les agréer, les rejeter, les agréer avec des amendements, en ajourner l'examen, ou les renvoyer de nouveau, en tout ou en partie et avec ou sans instructions, à un comité plénier ou à un comité élu.

**317.** La chambre ne peut prendre connaissance des délibérations d'un comité plénier tant que ces délibérations n'ont pas été rapportées.

## CHAPITRE

### DU COMITÉ DES SUBSIDES ET DU COMITÉ DES VOIES ET MOYENS

#### Section Première

##### DE L'INSTITUTION DES COMITÉS DES SUBSIDES ET DES VOIES ET MOYENS

**318.** Le comité des subsides et le comité des voies et moyens sont institués au commencement de chaque session sur une motion non annoncée présentée immédiatement après l'adoption d'une adresse en réponse au discours d'ouverture.

**319.** Le comité des subsides est institué par une résolution portant que la chambre, à une date déterminée, se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

**320.** Le comité des voies et moyens est institué par une résolution portant que la chambre, à une date déterminée, se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

## Section II

### DE LA FORMATION DES COMITÉS DES SUBSIDES ET DES VOIES ET MOYENS

**321.** Chaque fois qu'il est lu un ordre du jour décrétant la formation du comité des subsides ou du comité des voies et moyens, la motion: "Que l'orateur quitte maintenant le fauteuil" doit être proposée.

**322.** Lorsque cette motion est proposée, il est permis de discourir sur tout sujet d'intérêt public et de proposer un amendement qui se rapporte à n'importe quel sujet d'intérêt public; toutefois, ces discours et cet amendement ne doivent se rattacher ni à une question sur laquelle la chambre s'est déjà prononcée pendant la session en cours, ni à un article du budget, ni à un projet de résolution qui doit être soumis au comité des voies et moyens, ni à une affaire qui est inscrite au feuilleton ou annoncée dans le feuilleton.

**323.** Quand la chambre accepte un amendement à la motion portant formation du comité des subsides ou du comité des voies et moyens, il peut être immédiatement proposé que la chambre se forme, soit séance tenante soit à une séance future, en comité des subsides ou en comité des voies et moyens, selon le cas.

Si la chambre décide de se former immédiatement en comité, la motion "Que l'orateur quitte maintenant le fauteuil" est alors proposée de nouveau.

## Section III

### DES RÈGLES APPLICABLES AUX COMITÉS DES SUBSIDES ET DES VOIES ET MOYENS

**324.** A moins de dispositions contraires, les règles qui régissent les comités pléniers s'appliquent au comité des subsides et au comité des voies et moyens.

**325.** En comité des subsides, chaque article du budget des dépenses est pris en considération séparément et suivant les règles prescrites pour l'examen des articles d'un bill en comité plénier.

**326.** En comité des subsides, il ne peut être proposé d'augmenter un crédit demandé, de changer la destination d'un crédit demandé, ou d'attacher à un subside une condition ou une expression d'opinion.

**327.** En comité des voies et moyens, il ne peut être faite aucune proposition portant augmentation des charges qui pèsent actuellement sur le peuple, à moins qu'elle ne soit recommandée par le lieutenant-gouverneur.



**328.** Chaque fois que le comité des subsides lève une séance, les résolutions qui ont été adoptées pendant cette séance sont rapportées.

**329.** Après chaque rapport du comité des subsides ou du comité des voies et moyens, l'orateur doit poser cette question : "Quand sera-t-il permis au comité de siéger de nouveau ?"

## CHAPITRE III

### DES COMITÉS SPÉCIAUX

#### Section Première

##### DE L'INSTITUTION DES COMITÉS SPÉCIAUX

**330.** Tout comité spécial est institué par une résolution de la chambre, portant nomination d'un comité de quelques députés pour examiner un sujet particulier ou pour s'enquérir d'un sujet déterminé.

**331.** Le greffier doit afficher dans un lieu fréquenté du palais législatif une liste des différents comités spéciaux nommés pendant la session.

#### Section II

##### DE LA COMPOSITION DES COMITÉS SPÉCIAUX

**332.** Nul comité spécial ne peut, sans une permission expresse de la chambre, se composer de plus de quinze députés.

**333.** Tout député qui propose la nomination d'un comité spécial en fait partie de droit.

**334.** L'orateur peut être nommé membre d'un comité spécial.

**335.** Un député qui se déclare ou se prononce contre le principe ou l'ensemble d'une proposition soumise à la chambre ne peut faire partie d'un comité spécial auquel cette proposition est renvoyée.

**336.** Un député qui a un intérêt personnel dans l'affaire renvoyée à un comité spécial ne peut faire partie de ce comité.

**337.** Tout avis qui annonce une motion portant nomination d'un comité spécial doit indiquer le nom des députés qui seront proposés au choix de la chambre lors de l'institution de ce comité.

**338.** Nul avis préalable n'est requis quand il s'agit de charger un comité spécial d'examiner une affaire de privilège, de préparer une adresse à Sa Majesté, au gouverneur général du Canada ou au lieutenant-gouverneur, ou de rédiger un exposé des motifs pour lesquels la chambre refuse d'agréer des amendements du conseil législatif.

**339.** Si aucun nom n'a été annoncé ou si cinq députés s'opposent au choix des députés dont les noms sont soumis, la chambre procède à nommer les membres du comité en la manière suivante :

Les sonneries sont mises en branle comme avant une votation ; le greffier adjoint fait l'appel des députés, qui désignent chacun un nom ; et les députés qui reçoivent le plus grand nombre de voix sont proclamés membres du comité.

**340.** Après la constitution d'un comité spécial, la chambre peut, sur une motion préalablement annoncée, nommer de nouveaux membres.

### Section III

#### DE L'ORGANISATION DES COMITÉS SPÉCIAUX

**341.** Le député qui a proposé la constitution d'un comité spécial fixe le jour et l'heure de sa première réunion et voit à ce qu'il soit régulièrement organisé.

**342.** Tout comité spécial doit, avant de commencer ses opérations, élire un de ses membres président.

### Section IV

#### DES POUVOIRS DES COMITÉS SPÉCIAUX

**343.** Tout comité spécial n'a que les pouvoirs qui lui sont conférés par la chambre.

**344.** Nul comité spécial ne peut, sans la permission de la chambre, siéger pendant que la chambre est en séance, ni un jour où la chambre ne tient pas de séance.

**345.** Nul comité spécial ne peut requérir la comparution de personnes ou la communication de pièces ou dossiers, à moins qu'il n'y ait été autorisé par la chambre.

**346.** Nul comité spécial ne peut envoyer quérir des pièces dont la communication, à la chambre, doit être demandée par une adresse.

**347.** Tout comité spécial qui a le pouvoir d'envoyer quérir des personnes, des pièces et des dossiers, est autorisé à faire à la chambre un rapport de ses opinions et observations, ainsi que de la preuve qu'il a recueillie, et aussi un rapport spécial sur toute matière qu'il juge à propos de porter à la connaissance de la chambre.

**348.** Tout comité spécial peut nommer des sous-comités composés de quelques-uns de ses membres.

Un sous-comité ne peut faire de rapport qu'au comité qui l'a nommé.

## Section V

### DES SÉANCES DES COMITÉS SPÉCIAUX

**349.** Quand un comité n'a pas été ajourné à une date fixe, il est convoqué par le secrétaire sur la demande du président ou, à son défaut, sur la demande de cinq membres de ce comité.

**350.** La convocation se fait par lettre adressée à chaque membre du comité et déposée au bureau de poste de la chambre pas plus tard que la veille du jour pour lequel le comité est convoqué.

**351.** Tout comité spécial se réunit au lieu désigné par la chambre ou, si la chambre n'en a pas désigné, dans le local réservé aux comités.

**352.** Un comité spécial peut s'ajourner de temps à autre et, avec l'autorisation de la chambre, d'un endroit à un autre.

**353.** Quand le président est absent ou s'il doit quitter le fauteuil, le comité appelle un de ses membres à présider la séance.

**354.** Tout membre d'un comité spécial doit assister aux séances de ce comité, à moins que la chambre ne l'en dispense.

**355.** La majorité des membres qui composent un comité spécial en forment le quorum, à moins que la chambre n'en décide autrement.

**356.** Quand, à l'expiration de quinze minutes après l'heure fixée pour la réunion d'un comité spécial, il n'y a pas quorum, les membres présents peuvent se retirer après avoir fait enregistrer leur nom, et le secrétaire du comité convoque le comité pour le jour de séance suivant.

**357.** Quand le quorum vient à faire défaut au cours d'une séance d'un comité spécial, le président doit aussitôt suspendre les travaux du comité jusqu'à ce qu'il y ait quorum, ou ajourner la séance.

**358.** Un comité spécial peut, à son gré, admettre ou exclure les étrangers.

**359.** Quand la chambre a autorisé un comité spécial à siéger à huis clos, il peut exclure tout étranger, ainsi que tout député qui ne fait pas partie du comité.

## Section VI

### DES OPÉRATIONS DES COMITÉS SPÉCIAUX

**360.** A moins de dispositions contraires, les règles relatives aux comités pléniers s'appliquent aux comités spéciaux, *mutatis mutandis*.

**361.** Le président d'un comité spécial peut prendre part aux délibérations de ce comité.

**362.** Quand le président d'un comité spécial prononce sur une question d'ordre, il n'y a appel qu'au comité.

**363.** A moins qu'il n'en ait décidé autrement, tout comité spécial procède comme suit à l'examen des témoins :

Le président pose d'abord au témoin, relativement à l'affaire dont s'enquiert le comité, toutes les questions qu'il croit nécessaires ; puis, il invite tour à tour les autres membres du comité à poser d'autres questions.

**364.** Les questions et les réponses sont notées au long, et toute question ou série de questions doivent, dans le compte rendu de la preuve, être précédées du nom des personnes qui les ont posées.

**365.** Ni les étrangers ni les députés qui ne sont pas membres du comité ne peuvent, sans la permission du comité ou de la chambre, adresser la parole à un comité spécial ou poser des questions à un témoin qui dépose devant un comité spécial.

Toutefois, l'auteur d'une proposition ou d'un bill a le droit d'être entendu devant le comité chargé d'examiner cette proposition ou ce bill.

**366.** Si quelque information fournie à un comité spécial incrimine un député, le comité porte les faits à la connaissance de la chambre sans s'en occuper davantage.

**367.** Quand il y a votation dans un comité spécial, le président fait l'appel nominal des membres et note les noms des votants.

**368.** Le président peut toujours voter ; il a, en outre, un vote prépondérant si les voix sont partagées.

**369.** Un comité spécial peut, sur la motion d'un de ses membres, reconsidérer une question dont il a décidé.

Il ne peut être proposé de reconsidérer une seconde fois une question qui a déjà été reconsidérée.

Une motion portant reconsidération d'une question ne peut être amendée.

Elle remet en discussion le fond de la question à laquelle elle se réfère.

Elle ne peut être adoptée que du consentement des trois quarts des membres présents.

Si elle est adoptée, elle annule la décision que le comité avait précédemment prise sur la question à laquelle elle se réfère, et elle remet la question dans l'état où celle-ci se trouvait avant d'être décidée.

**370.** Le secrétaire de tout comité spécial dresse un compte rendu de chaque séance du comité, à moins que l'affaire soumise à l'examen du comité ne soit un bill, un projet de législation, ou le rapport de quelque commission royale.

Ce compte rendu doit mentionner :

1. Le nom des membres qui ont assisté à la séance ;
2. Le texte de toute motion qui y a été faite, avec le nom de son auteur ;
3. Le texte de toute décision prise par le comité ;
4. Le nom des membres qui ont pris part à une votation, en séparant les votes affirmatifs des votes négatifs ;
5. Un précis de tout point d'ordre soulevé, ainsi que de toute décision prononcée par le président ;
6. Le nom de tout témoin qui a déposé ;
7. La cote et la désignation de toute pièce qui a été produite.

Ce compte rendu peut être lu et adopté à la séance suivante.

Il est signé par le président ou par le membre du comité qui a présidé à la fin de la séance.

**371.** Aucune partie ni aucun précis d'une déposition reçue par un comité spécial, d'un document produit devant un comité spécial, ou d'un rapport adopté par un comité spécial ne doivent être publiés avant que cette déposition, ce document ou ce rapport aient été présentés à la chambre.

## Section VII

### LES RAPPORTS DES COMITÉS SPÉCIAUX

**372.** Dès qu'un comité spécial a terminé l'examen de l'affaire qui lui a été renvoyée, il doit faire un rapport à la chambre.

**373.** Quand l'ordre de renvoi requiert l'accomplissement d'une chose, le comité spécial rend compte de ce qu'il a fait.

**374.** Quand un comité spécial a été chargé de faire une enquête, il rapporte les faits qu'il a vérifiés ou la preuve qu'il a recueillie.

**375.** Quand l'ordre de renvoi requiert une expression d'opinion, le comité l'énonce sous forme de résolutions.

**376.** Quand l'ordre de renvoi requiert la rédaction d'un écrit, le comité le rapporte rédigé dans les formes voulues.

**377.** Quand l'affaire qui a été renvoyée à un comité spécial est un écrit autre qu'une pétition ou un mémoire, le rapport du comité est qu'il rapporte cet écrit sans amendement, qu'il ne l'approuve pas, ou qu'il le rapporte avec des amendements, selon qu'il l'approuve tel quel, qu'il ne l'approuve pas, ou qu'il l'approuve amendé.

**378.** Excepté quand il s'agit de faire un rapport sur quelque écrit, tout comité spécial doit joindre à son rapport une copie du procès-verbal de ses opérations, ainsi que les témoignages qu'il a entendus et les pièces qui ont été produites devant lui.

**379.** Si la chambre l'y a autorisé, un comité spécial peut, de temps à autre, faire un rapport de ses travaux avec ou sans les dépositions, ou seulement un rapport des dépositions.

**380.** A moins qu'il ne s'agisse de faire un rapport sur quelque écrit ou qu'il n'en soit autrement décidé, le président de tout comité spécial prépare un projet de rapport et le soumet au comité.

Un contre-projet peut être soumis par tout membre du comité ; dans ce cas, le comité décide d'abord quel projet sera pris en considération.

**381.** Les projets de rapport sont pris en considération paragraphe par paragraphe et peuvent être amendés.

Dès que tous les paragraphes ont été pris en considération un à un, la question est posée sur l'ensemble.

**382.** Le président d'un comité spécial signe tout rapport de ce comité et appose sa signature sur toute pièce produite devant ce comité.

**383.** Les rapports de tout comité spécial sont présentés par le président ou par un membre de ce comité.

**384.** Les rapports de tout comité spécial peuvent être lus lorsqu'ils sont présentés, mais ils ne peuvent être discutés que sur une motion préalablement annoncée.

**385.** Les recommandations d'un comité spécial de même que les résolutions ou écrits qu'un comité spécial présente avec son rapport peuvent être agréés, rejetés ou agréés avec des amendements.

Les rapports d'un comité spécial peuvent être renvoyés, en tout ou en partie et avec ou sans instructions, au même comité ou à un autre comité.

## CHAPITRE IV

### DES COMITÉS PERMANENTS

#### Section Première

##### DE L'INSTITUTION DES COMITÉS PERMANENTS

**386.** A la séance d'ouverture de chaque session, la chambre institue un comité permanent pour chacun des objets suivants :

1. Les privilèges et les élections ;
2. Les règlements ;

3. Les comptes publics ;
4. Les chemins de fer et autres moyens de communication ;
5. L'agriculture, l'immigration et la colonisation ;
6. Les industries et le commerce ;
7. Le code municipal ;
8. Les bills privés en général ;
9. Les bills publics en général ;
10. La bibliothèque de la législature ;
11. Les impressions législatives.

## Section II

### DE LA COMPOSITION DES COMITÉS PERMANENTS

**387.** Les membres de chaque comité permanent sont choisis et le nombre de ces membres est fixé par un comité spécial.

**388.** Les membres du comité de la bibliothèque et ceux du comité des impressions représentent le contingent de cette chambre dans les comités mixtes des deux chambres chargés, l'un, de la bibliothèque et, l'autre, des impressions législatives.

## Section III

### DES POUVOIRS DES COMITÉS PERMANENTS

**389.** A l'exception du comité des privilèges et élections, du comité des bills privés et du comité des bills publics, les comités permanents peuvent prendre en considération toutes matières qui sont de leur compétence, bien que ces matières ne leur aient pas été spécialement renvoyées par la chambre.

**390.** La fonction du comité des comptes publics est d'examiner les comptes établissant l'emploi des crédits votés par la législature pour faire face aux dépenses publiques.

## Section IV

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**391.** Sauf les articles 332, 335 et 370, les règles relatives aux comités spéciaux s'appliquent aux comités permanents, *mutatis mutandis*.

## CHAPITRE V

### DES COMITÉS MIXTES

**392.** Quand la chambre désire renvoyer une affaire à un comité mixte, elle prend une résolution à cet effet et envoie au conseil législatif un message lui communiquant cette résolution et l'invitant à se joindre à elle.

**393.** Tout message proposant au conseil législatif d'instituer un comité mixte indique le nombre des députés que la chambre entend nommer pour faire partie de ce comité.

**394.** Chaque fois que les deux chambres ont accepté de concourir à l'institution d'un comité mixte, cette chambre nomme les membres du comité qui doivent la représenter de la même manière qu'elle nomme les membres des comités spéciaux, elle fixe le quorum de ses représentants et elle leur confère les pouvoirs qu'elle juge nécessaires.

**395.** Les membres de tout comité mixte qui ont été nommés par la chambre lui font un rapport des travaux de ce comité.

## CHAPITRE VI

### DES INSTRUCTIONS AUX COMITÉS

**396.** Des instructions peuvent être données à un comité, soit pour l'autoriser à faire ce qu'il n'a pas le pouvoir de faire en vertu de l'ordre de renvoi ou en vertu du règlement, soit pour lui enjoindre de faire quelque chose en particulier, soit pour lui enjoindre de ne pas faire une chose qu'il a le pouvoir de faire.

**397.** Une instruction ne doit pas autoriser un comité à changer le caractère d'un bill.

**398.** Une instruction peut autoriser un comité à diviser un bill en deux ou plusieurs bills, ou à fondre plusieurs bills en un seul.

**399.** Donnée à un comité spécial, une instruction peut être impérative ou facultative.

Donnée à tout autre comité, elle ne peut être que facultative.

**400.** Il ne peut être proposé de donner des instructions au comité des subsides.

**401.** Sans la recommandation du lieutenant-gouverneur, il ne peut être proposé de donner une instruction qui autorise un comité à établir quelque disposition portant dépense de deniers publics ou imposition d'une charge nouvelle ou additionnelle sur le peuple.

**402.** Toute instruction à un comité plénier doit être proposée avant que le comité se forme pour la première fois.

**403.** Toute instruction à un comité élu peut être proposée tant que ce comité n'a pas fait un rapport définitif.



---

# TITRE X

## DES PÉTITIONS

### CHAPITRE PREMIER

#### DU DROIT DE PÉTITION

**404.** Toute personne et toute association de personnes peuvent s'adresser à la chambre par pétition.

Toutefois, nulle pétition venant d'étrangers qui ne résident pas dans la province de Québec ne sera reçue, à moins qu'elle ne demande l'adoption d'un bill privé.

### CHAPITRE II

#### DE LA FORME ET DU CONTENU DES PÉTITIONS

**405.** Toute pétition doit être lisiblement manuscrite, écrite à la machine, imprimée ou lithographiée, sans interlignes ni ratures.

**406.** Toute pétition doit être rédigée en français ou en anglais, ou être accompagnée d'une traduction française ou anglaise certifiée par le député qui la présente.

**407.** Toute pétition doit être adressée à l'assemblée législative.

**408.** Toute pétition doit être rédigée à la troisième personne.

**409.** Toute pétition doit se terminer par une demande qui en indique l'objet.

**410.** Toute pétition doit être signée par les personnes mêmes dont elle porte les noms, excepté en cas d'incapacité physique, et nulle autre personne ne doit la signer.

Les personnes qui ne savent pas écrire doivent y apposer leur marque en présence d'un témoin, qui doit signer comme tel.

**411.** Apposer le nom d'autrui à une pétition qui doit être présentée à la chambre constitue une violation des privilèges de la chambre.

**412.** La page qui contient les conclusions d'une pétition doit porter au moins trois signatures, s'il y a plus de deux pétitionnaires.

**413.** Toute signature doit être écrite, et non pas collée ou transposée, sur la pétition.

**414.** Toute pétition d'une corporation municipale doit être signée par le maire et par le secrétaire de la municipalité, ou par toute autre personne que le conseil de cette corporation a spécialement autorisée à cette fin.

**415.** Toute pétition d'une corporation autre qu'une corporation municipale doit être signée par le président et le secrétaire de cette corporation, ou par toute autre personne que le bureau de cette corporation a spécialement autorisée à cette fin.

**416.** Toute pétition d'une corporation en nom collectif doit être revêtue du sceau ordinaire de cette corporation, et ce sceau doit être apposé sur la page qui contient les conclusions de la pétition.

**417.** Toute pétition ne sera reçue que comme la pétition des personnes ou des corps qui l'ont régulièrement signée.

**418.** Nul écrit ne doit être annexé à une pétition, excepté s'il s'agit d'une pétition introductive de bill privé.

**419.** Une pétition ne doit viser ni un débat ni un vote de la législature, non plus qu'un projet de législation, un bill ou une motion dont la présentation n'a pas été régulièrement annoncée.

**420.** Toute pétition doit être formulée en termes respectueux, convenables et modérés.

**421.** Aucune pétition ne doit porter atteinte aux privilèges de la chambre ou d'un député.

### CHAPITRE III

#### DE LA PRÉSENTATION ET DE LA RÉCEPTION DES PÉTITIONS

**422.** Une pétition peut être présentée à toute séance d'une session, excepté à la séance d'ouverture.

**423.** Nulle pétition n'est présentée après l'expédition des affaires de routine, à moins qu'elle ne se rapporte au sujet d'un ordre du jour ou d'une motion. En ce cas, elle peut être présentée lorsque cette motion ou cet ordre du jour est appelé pour la première fois.

**424.** Aucune pétition demandant l'allocation ou la dépense de deniers publics, le règlement à perte de quelque arriéré ou la remise de quelques droits dus à la couronne ne peut être reçue, à moins qu'elle ne soit recommandée par le lieutenant-gouverneur.

**425.** Une pétition ne peut être présentée à la chambre que par un député.

**426.** Un député ne peut présenter sa propre pétition.

**427.** Tout député qui présente une pétition doit s'assurer qu'elle est conforme aux règlements et aux convenances parlementaires.

**428.** Tout député qui présente une pétition doit inscrire son nom au dos de cette pétition.

**429.** Tout député qui présente une pétition est responsable de tout ce qu'elle peut contenir d'inconvénient ou de contraire aux règlements.

**430.** Tout député qui présente une pétition doit se borner à en lire les conclusions et à indiquer brièvement les personnes dont elle vient, le nombre des signatures qu'elle porte et les principales allégations qu'elle renferme.

Toutefois, la pétition peut être lue par le greffier, si la chambre l'ordonne.

**431.** Au moment de la présentation d'une pétition, aucun débat n'est permis à son sujet, à moins qu'elle ne demande le redressement immédiat de quelque grief personnel auquel il y a nécessité urgente de remédier.

**432.** Toute pétition qui a été présentée à la chambre est examinée par un officier préposé à cette fin.

Si elle est trouvée conforme aux règlements et à la pratique de la chambre, le greffier la dépose sur le bureau à la séance qui suit sa présentation ; l'endos en est lu, et elle est par là-même censée lue et reçue.

Sinon, elle est remise au député qui l'a présentée.

## TITRE XI

### DES BILLS

#### CHAPITRE PREMIER

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**433.** Règle générale, les bills peuvent avoir leur point de départ dans l'une ou l'autre des deux chambres.

**434.** Tout bill portant affectation de deniers publics ou imposition de charges sur le peuple doit être, en premier lieu, présenté à cette chambre et voté par elle.

Toutefois, afin d'accélérer l'expédition des travaux de la législature, cette chambre consent à prendre en considération des bills du conseil législatif portant imposition de peines pécuniaires, à condition que l'imposition de ces peines n'ait pour objet que de punir ou de prévenir des contraventions.

**435.** Aucun bill qui concerne les prérogatives ou les biens de la couronne ne peut être adopté, à moins que le lieutenant-gouverneur n'ait signifié son consentement à la chambre.

**436.** Tout bill doit, avant d'être adopté, subir trois lectures à des séances différentes.

Toutefois, en cas d'urgence, un bill peut subir deux ou trois lectures à la même séance, si la chambre en ordonne ainsi.

**437.** Chaque fois que la chambre ordonne la lecture d'un bill, le titre seul de ce bill est lu.

**438.** Une fois présentés, les bills ne peuvent être modifiés ou retirés qu'avec l'autorisation de la chambre.

**439.** Tout bill est imprimé et distribué en français et en anglais, avant que la deuxième lecture en soit proposée.

**440.** Les projets de résolutions qui doivent être examinés en comité plénier sont imprimés et distribués en français et en anglais, avant d'être renvoyés au comité.

**441.** Tout bill doit être lu deux fois avant d'être amendé ou renvoyé à un comité.

Toutefois, les bills publics dont de simples députés ont pris l'initiative peuvent, sur une motion secondaire proposée à l'occasion de la motion de deuxième lecture, être renvoyés à un comité élu et être amendés par ce comité avant d'être lus une deuxième fois.

**442.** Chaque fois qu'un bill est lu, le greffier ou le greffier adjoint doit apposer au dos du bill un certificat attestant cette lecture et en indiquant la date et le numéro d'ordre.

**443.** Le secrétaire-légiste (greffier en loi) est tenu de reviser et de faire imprimer les bills publics.

## CHAPITRE II

### DES BILLS PUBLICS

#### Section Première

##### DE LA PRÉSENTATION DES BILLS PUBLICS

**444.** Tout député qui désire saisir la chambre d'un bill public doit ou faire une motion demandant la permission de présenter ce bill, ou faire une motion proposant de charger un comité de préparer et présenter ce bill.

**445.** Nul bill public ne peut être présenté en blanc ou dans une forme incomplète.

**446.** Un bill public ne peut être présenté qu'avec le titre sous lequel il est désigné dans l'ordre d'autorisation, et il ne doit contenir aucune clause étrangère à ce titre.

**447.** Quand un bill public a pour objet principal l'exécution de quelques travaux publics, l'allocation de quelque subvention en argent, l'imposition de quelque charge nouvelle ou additionnelle sur les revenus publics ou

sur le peuple, la remise totale ou partielle de quelque somme due à la couronne, la concession de quelques biens appartenant à la couronne, ou l'autorisation de consentir quelque emprunt ou obligation engageant le crédit de la province, il ne peut être présenté qu'après qu'une résolution ayant le même objet a été recommandée par le lieutenant-gouverneur, prise en comité plénier et agréée par la chambre.

**448.** Quand l'affectation de deniers publics, l'imposition de charges ou la remise de dettes ne sont que des dispositions secondaires d'un bill public, ce bill peut être présenté en la manière ordinaire.

Toutefois, ces dispositions doivent être recommandées par le lieutenant-gouverneur, adoptées en comité plénier et agréées par la chambre sous forme de résolutions, avant d'être incorporées dans le bill.

Les paragraphes qui contiennent de pareilles dispositions doivent être imprimés entre doubles crochets et ils sont censés ne pas faire partie du bill tel que présenté.

**449.** Quand un bill public qui a été présenté n'est pas conforme à l'ordre d'autorisation ou aux règlements, la chambre en ordonne le retrait.

## Section II

### DE LA PREMIÈRE LECTURE DES BILLS PUBLICS

**450.** Dès que la présentation d'un bill public a été autorisée, ce bill est immédiatement lu une première fois sans que la chambre soit consultée.

**451.** Dès qu'un bill public a été apporté du conseil législatif, l'orateur propose immédiatement la motion : "Que ce bill soit maintenant lu une première fois", et cette motion est décidée sans débats ni amendement.

**452.** Dès qu'un bill public a été lu une première fois, la chambre en ordonne la deuxième lecture pour une séance future.

**453.** Quand un bill qui a été renvoyé à un comité élu avant sa deuxième lecture est rapporté avec des amendements ou sans amendements, sa deuxième lecture se trouve par là-même fixée pour la séance suivante.

## Section III

### DE LA DEUXIÈME LECTURE DES BILLS PUBLICS

**454.** Lorsque l'ordre du jour décrétant la deuxième lecture d'un bill public est lu, le député chargé du bill fait la proposition suivante : "Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois".

**455.** Le débat sur toute motion de deuxième lecture ne doit porter que sur le principe du bill.

**456.** Il peut être proposé d'amender toute motion de deuxième lecture en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant des mots exprimant un terme, comme "dans six mois", "dans trois mois", ou "dans un mois".

Si un tel amendement est adopté, le bill ne peut être réinscrit sur le feuillet des affaires avant l'expiration du terme dit.

**457.** Sauf l'amendement mentionné dans l'article 456, nul amendement ne peut être proposé sur une motion de deuxième lecture, si ce n'est sous la forme d'une résolution se rattachant directement au sujet du bill et énonçant quelque raison particulière à l'encontre de sa deuxième lecture.

**458.** Quand la motion de deuxième lecture est simplement rejetée par un vote négatif ou quand une résolution adverse au bill est adoptée sous forme d'amendement, le bill disparaît du feuillet des affaires ; mais il peut y être inscrit de nouveau sur un ordre de la chambre.

## Section IV

### DE L'EXAMEN DES BILLS PUBLICS EN COMITÉ PLÉNIER

**459.** Immédiatement après la deuxième lecture de tout bill public, la chambre se forme en comité plénier pour prendre ce bill en considération, à moins qu'il ne soit proposé de le renvoyer à un comité élu ou qu'il n'ait été annoncé que des instructions seraient proposées.

**460.** Il n'est pas besoin de renvoyer à un comité plénier les bills de subsides, ni les bills de finances dont le texte, à part du titre et de l'article relatif à la mise en vigueur de la loi projetée, n'est que la reproduction de résolutions préalablement prises en comité plénier.

**461.** Quand un bill public qui a été lu une deuxième fois est rapporté d'un comité élu avec des amendements ou sans amendements, il se trouve par là-même renvoyé à un comité plénier.

**462.** En comité plénier, les différentes parties d'un bill public sont examinées dans l'ordre suivant :

1. Les articles imprimés ;
2. Les articles imprimés qui ont été différés ;
3. Les articles nouveaux ;
4. Les annexes imprimées ;
5. Les annexes nouvelles ;
6. Le préambule ;
7. Le titre.

**463.** Le principe d'un bill public n'est pas discuté en comité plénier ; ses détails seuls le sont.

**464.** Un comité plénier peut apporter n'importe quel amendement à un bill public, pourvu que cet amendement se rattache au sujet du bill ou soit conforme à une instruction spéciale, et qu'il ne soit ni incompatible avec le principe qui a été affirmé à la deuxième lecture, ni contraire aux règlements et aux ordres de la chambre.

**465.** Quand un comité plénier apporte à un bill public quelque amendement qui ne cadre pas avec le titre de ce bill, il doit amender le titre en conséquence.

**466.** Tout amendement au titre d'un bill public doit être spécialement rapporté à la chambre.

**467.** Un comité plénier, lorsqu'il procède à l'examen d'un bill public, ne prend pas en considération les mots qui s'y trouvent imprimés entre doubles crochets, et ces mots sont censés adoptés tels qu'ils se lisent dans le texte des résolutions qui ont été renvoyées au comité.

## Section V

### DE LA TROISIÈME LECTURE DES BILLS PUBLICS

**468.** Quand un bill public est rapporté non amendé d'un comité plénier, la chambre peut procéder immédiatement à la troisième lecture du bill, si sa deuxième lecture a eu lieu à une séance précédente, ou bien en ordonner la troisième lecture pour une séance future.

Quand un bill public est rapporté d'un comité plénier avec quelque amendement, sa troisième lecture a lieu à une séance future.

**469.** Lorsque l'ordre du jour décrétant la troisième lecture d'un bill public est lu, le député chargé du bill fait la proposition suivante : " Que ce bill soit maintenant lu une troisième fois."

**470.** Sur la motion de troisième lecture d'un bill public, il ne peut être proposé que des amendements semblables à ceux qui se proposent à la deuxième lecture, ou des amendements portant renvoi du bill ou de partie du bill à un comité, avec ou sans instructions.

**471.** A la troisième lecture d'un bill public, sa forme seule peut être amendée.

## Section VI

### DE L'ADOPTION DES BILLS PUBLICS ET DE LEUR TRANSMISSION AU CONSEIL LÉGISLATIF

**472.** Quand un bill public a été lu une troisième fois, il est censé voté par la chambre.

**473.** Quand un bill public qui a pris naissance dans cette chambre est voté, l'ordre suivant est par là-même censé adopté : " Que le greffier porte ce bill au conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter ".

Cet ordre n'est pas inséré au journal.

**474.** Quand un bill public qui a pris naissance au conseil législatif est voté par cette chambre sans modifications, l'ordre suivant est par là-même censé adopté : " Que le greffier reporte ce bill au conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette chambre a voté ledit bill sans amendement ".

Cet ordre n'est pas inséré au journal.

**475.** Quand un bill public qui a pris naissance au conseil législatif est voté par cette chambre après avoir été modifié, l'ordre suivant est par là-même censé adopté : " Que le greffier reporte ce bill au conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette chambre a voté ledit bill avec un amendement (ou plusieurs amendements) qu'elle les prie d'agréer ".

Cet ordre n'est pas inséré au journal.

**476.** Dès qu'un bill public qui a pris naissance dans cette chambre a été voté, le greffier doit en porter ou transmettre une copie imprimée au conseil législatif, après avoir apposé au bas de cette copie le certificat suivant : " Voté par l'assemblée législative le (date du vote) ..... ".

## Section VII

### DU DÉSACCORD ENTRE LES CHAMBRES SUR LE TEXTE DES BILLS PUBLICS

**477.** Quand un bill public est rapporté du conseil législatif avec des amendements, ces amendements sont lus, puis acceptés ou rejetés, ou acceptés avec des amendements ; ou bien l'examen de ces amendements peut être ajourné ; ou bien il peut être ordonné de mettre le bill de côté.

**478.** La chambre n'accepte aucun amendement du conseil législatif portant affectation de deniers publics ou imposition de charges sur le peuple, ou modifiant une disposition portant affectation de deniers publics ou imposition de charges sur le peuple.

Toutefois, afin de faciliter l'expédition des travaux de la législature, la chambre consent à prendre en considération des amendements du conseil législatif portant imposition de peines pécuniaires, ainsi que des amendements du conseil législatif à des dispositions portant imposition de peines pécuniaires, à condition que l'imposition de ces peines n'ait pour objet que de punir ou prévenir des contraventions.

**479.** Un amendement ne peut être proposé à un amendement du conseil législatif, s'il ne se réfère pas au même sujet.



**480.** Sur un bill public rapporté du conseil législatif avec des amendements, il ne peut être proposé aucun amendement qui ne se réfère ou ne soit conséquent à l'acceptation ou au rejet d'un des amendements du conseil.

**481.** Quand le conseil législatif a rejeté des amendements de cette chambre, celle-ci peut insister ou ne pas insister sur ses amendements ; ou bien apporter au bill des amendements conséquents au rejet des premiers amendements ; ou bien ordonner que le bill soit mis de côté.

**482.** Quand le conseil législatif rejette des amendements que cette chambre a apportés aux amendements du conseil législatif, la chambre peut retirer ses amendements et accepter les amendements du conseil législatif ; ou bien faire au bill de nouveaux amendements conséquents au rejet des amendements de cette chambre ; ou bien adopter de nouveaux amendements et demander au conseil législatif de choisir entre ces amendements et ceux qu'il a précédemment rejetés ; ou bien insister sur ses amendements ; ou bien ordonner que le bill soit mis de côté.

**483.** Quand le conseil législatif insiste sur ses amendements que la chambre a rejetés, la chambre peut accepter ces amendements avec ou sans amendement et faire au bill, s'il est nécessaire, des amendements conséquents ; ou bien insister sur la décision qu'elle a prise au sujet des amendements du conseil législatif ; ou bien ordonner que le bill soit mis de côté.

**484.** Quand le conseil législatif accepte, avec amendement, des amendements de la chambre, celle-ci peut accepter, avec ou sans amendement, les amendements du conseil législatif, en apportant au bill des amendements conséquents, s'il est nécessaire ; ou bien les rejeter et insister sur ses propres amendements ; ou bien ordonner que le bill soit mis de côté.

**485.** Quand des amendements du conseil législatif ont été acceptés par la chambre sans amendement, le bill est renvoyé au conseil législatif avec un message annonçant cette acceptation.

**486.** Quand des amendements du conseil législatif ont été acceptés par la chambre avec des amendements, le bill est renvoyé au conseil législatif avec une annexe contenant ces amendements et un message priant le conseil législatif de les accepter.

**487.** Quand des amendements du conseil législatif ont été rejetés, le bill peut être mis de côté, ou il peut être renvoyé au conseil législatif avec un message demandant de le prendre de nouveau en considération.

**488.** Chaque fois qu'un bill public est renvoyé au conseil législatif avec un message annonçant que la chambre insiste sur ses propres amendements ou refuse d'accepter quelque amendement du conseil législatif, ce message doit aussi contenir un exposé des motifs de la décision prise par la chambre ou une demande de conférence.

## CHAPITRE III

### DES BILLS PRIVÉS

#### Section Première

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

**489.** Est réputé bill privé tout bill dont l'objet est d'obtenir, pour quelque individu, corps ou localité, soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, soit la faculté de faire quelque chose qui puisse porter atteinte aux droits, privilèges ou biens d'autrui ou qui concerne particulièrement les intérêts de quelque localité ou de quelque classe de citoyens.

#### Section II

##### DE LA FORME ET DU CONTENU DES BILLS PRIVÉS

**490.** Tout bill privé doit contenir un préambule où sont allégués les faits qui justifient l'adoption du bill.

**491.** Nul bill privé ne doit modifier ou abroger une loi générale.

**492.** Quand un bill privé porte modification à un statut en vigueur, les articles qu'il abroge doivent y être indiqués par leurs numéros d'ordre. Les articles qu'il modifie doivent y être insérés en entier tels qu'ils se trouveront modifiés, et les termes modificatifs doivent y être imprimés entre crochets.

**493.** Quand un bill privé a pour objet de constituer en corporation une cité, une ville, une compagnie à fonds social, une compagnie de chemin de fer, une compagnie d'assurance ou une compagnie de fidéicomis, il ne doit contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogatoires aux statuts généraux.

Les articles de statut général auxquels il porte dérogation doivent y être indiqués par leurs numéros d'ordre. Les articles de statut général qu'il modifie à l'égard de la corporation ou de la compagnie doivent y être insérés en entier tels qu'ils se trouveront ainsi modifiés, et les termes modificatifs doivent y être imprimés entre crochets.

**494.** Quand un bill privé porte confirmation de lettres patentes, d'une convention, d'un acte, ou d'une délibération prise par quelque corps, une copie certifiée de ces lettres patentes, de cette convention, de cet acte ou de cette délibération, selon le cas, doit être annexée au bill et déposée avec ce dernier chez le secrétaire du comité des bills privés.

Cette copie est imprimée à la suite des articles du bill et fait partie de ce dernier comme annexe.

**495.** Quand un bill privé porte autorisation de construire quelque ouvrage ou d'établir quelque service qui soient d'utilité publique ou qui puissent

porter atteinte aux droits ou aux biens d'autrui, il doit, en termes précis, spécifier les droits et les privilèges particuliers et exclusifs qui sont demandés, indiquer l'emplacement projeté de l'ouvrage à construire ainsi que le tracé projeté des lignes à établir, et mentionner le nom des localités dans lesquelles l'ouvrage sera construit et le service établi, de même que le nom des principales localités à travers lesquelles les lignes passeront.

Dé plus, il doit être déposé chez le secrétaire du comité des bills privés, en même temps que le bill, une carte ou un plan indiquant la région et l'endroit où l'ouvrage doit être construit et le service établi, l'endroit, dans la même région, où des travaux et des services semblables ont déjà été construits ou établis, et aussi l'endroit, dans la même région, où la construction d'ouvrages semblables et l'établissement de services semblables ont déjà été autorisés.

Nul comité ne peut examiner le bill ou la pétition introductive du bill, tant qu'une telle carte ou un tel plan n'a pas été déposé.

Si le bill devient loi, le secrétaire du comité transmet la carte ou le plan au département des travaux publics et du travail, après y avoir inscrit le numéro d'ordre du bill et y avoir apposé sa signature.

**496.** Quand un bill privé a pour objet d'autoriser l'admission d'une personne à l'étude ou à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin et chirurgien, de pharmacien, de chimiste, de dentiste, de médecin vétérinaire, d'ingénieur civil, d'arpenteur ou d'architecte, il doit être allégué dans le préambule que ce bill a été approuvé par le bureau ou le conseil d'administration de la profession dont il s'agit.

De plus, il doit être déposé chez le secrétaire du comité des bills privés, en même temps que le bill, une copie certifiée de la résolution prise par ledit bureau ou conseil d'administration.

Tant qu'une telle copie de résolution n'a pas été déposée, le bill ne peut être ni reçu, ni imprimé, ni présenté, et la pétition introductive du bill ne peut, non plus, être examinée par un comité.

### Section III

#### DU DÉPÔT ET DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE DES BILLS PRIVÉS

**497.** Deux exemplaires du bill, rédigés en français ou en anglais et sur le dos desquels est inscrit le nom du député qui aura charge du bill,

---

doivent être déposés chez le secrétaire du comité des bills privés au moins deux semaines avant le jour de l'ouverture de la session.

De plus, il doit être déposé dans le même temps, chez le comptable de l'assemblée législative, une somme suffisante pour solder l'impression de cinq cent cinquante exemplaires du bill en français et de quatre cents exemplaires du bill en anglais, la traduction du bill à raison de deux dollars par page d'impression et la correction et la révision des épreuves à raison de cinquante sous par page. La traduction doit, dans tous les cas, être faite par le personnel de la chambre et l'impression, par l'entrepreneur des impressions.

**498.** Quand toutes les formalités prescrites à l'article 497 n'ont pas été remplies au temps dit, le bill ne peut être ni examiné, ni imprimé, ni présenté, s'il porte constitution ou refonte d'une charte de cité ou de ville ; s'il porte simplement modification à une charte de cité ou de ville, ou s'il a pour objet de constituer ou de modifier une charte de compagnie de chemin de fer, de compagnie d'utilité publique, de compagnie à fonds social, de compagnie d'assurance ou de compagnie de fidéicommiss, il ne peut être examiné, imprimé et présenté qu'après le versement d'un droit de trois cents dollars ; et, dans tous les autres cas, qu'après le versement d'un droit de cent dollars.

**499.** Le secrétaire du comité des bills privés doit transmettre sans délai aux légistes chargés de l'examen des bills privés (officiers spéciaux en loi) tous les exemplaires de bills qui ont été déposés chez lui, ainsi que des certificats indiquant les dates où ont été effectués les dépôts et les versements prescrits aux articles 497 et 498.

**500.** Les légistes chargés de l'examen des bills privés doivent faire, sur chaque bill qui leur est soumis, un rapport écrit indiquant si le bill est régulier ou non, et signalant les dispositions du bill qui dérogent aux lois générales et qui ne sont pas imprimées entre crochets.

Ce rapport est transmis sans délai au secrétaire du comité des bills privés.

**501.** Quand les légistes chargés de l'examen des bills privés constatent qu'un bill qui leur a été soumis est régulier, ils doivent voir à le faire traduire et imprimer sans retard.

**502.** Les bills privés qui ne sont pas rédigés conformément aux prescriptions du règlement doivent être refaits par les promoteurs et réimprimés à leurs frais, avant qu'aucun comité puisse en commencer l'étude.

## Section IV

### DES PÉTITIONS INTRODUCTIVES DE BILLS PRIVÉS

#### § 1.—Des avis de pétitions

**503.** La procédure relative aux bills privés commence par une pétition et toute pétition introductive de bill privé doit être annoncée par avis public.

**504.** L'avis doit exposer clairement et distinctement la nature et l'objet du bill projeté.

S'il annonce une pétition introductive d'un bill autorisant la construction d'un pont à péage, il doit de plus indiquer les taux de péage projetés, l'étendue du privilège demandé, la hauteur des arches ainsi que l'espace entre les culées ou les piles, et mentionner si le tablier sera mobile ou non, et en cas de tablier mobile, la dimension de ce tablier.

**505.** L'avis doit être signé par ceux qui doivent présenter le bill ou par leur agent.

**506.** L'avis doit être publié en français et en anglais dans la "Gazette officielle de Québec", ainsi qu'en français dans un journal français et en anglais dans un journal anglais du district judiciaire où se trouve la localité que le bill peut concerner, ou du district judiciaire où demeurent la plupart des intéressés.

S'il n'est pas publié de journal français ou de journal anglais dans le district judiciaire où un avis doit être donné, cet avis doit être inséré dans un journal—français ou anglais, selon le cas—du district judiciaire le plus voisin.

**507.** L'avis doit être publié au moins une fois par semaine, pendant quatre semaines consécutives, dans le cours des six mois qui précèdent la date de la présentation de la pétition introductive du bill projeté.

**508.** Il doit être remis ou transmis au secrétaire du comité des bills privés un exemplaire de tout journal dans lequel l'avis a été publié pour la première et pour la dernière fois.

Des marques doivent, sur chacun de ces exemplaires, indiquer l'endroit où l'avis se trouve inséré.

#### § 2.—Du contenu des pétitions

**509.** Toute pétition introductive de bill privé doit énoncer clairement et distinctement la nature et l'objet du bill projeté.

Si le bill doit porter dérogation aux statuts généraux qui régissent les cités, les villes, les compagnies à fonds social, les compagnies de chemins de fer, les compagnies d'assurance et les compagnies de fidéicommis, la pétition doit, en outre, exposer les raisons particulières qui motivent telle dérogation.

### § 3.—De la présentation et de la réception des pétitions

**510.** Une pétition introductive de bill privé ne peut être présentée que dans les dix premiers jours de la session.

**511.** Une pétition introductive de bill privé ne peut être reçue que dans les quinze premiers jours de la session.

**512.** Quand une pétition introductive de bill privé est reçue, elle se trouve par là-même renvoyée au comité des règlements.

### § 4.—De l'examen des pétitions par le comité des règlements

**513.** Le comité des règlements ne prend pas une pétition en considération tant que le rapport des légistes ne lui a pas été soumis.

**514.** Le comité des règlements fait, sur chaque pétition, un rapport indiquant si cette pétition et l'avis qui en a été donné sont réguliers et suffisants et si le bill qui a été déposé est régulier et conforme à l'avis et à la pétition.

S'il constate quelque irrégularité dans l'avis, dans la pétition ou dans le bill, il doit, dans son rapport, la signaler à la chambre et lui faire connaître s'il convient ou non de suspendre les règles à cet égard.

## Section V

### DE LA PRÉSENTATION ET DES LECTURES DES BILLS PRIVÉS

**515.** Quand le comité des règlements a fait un rapport favorable sur une pétition introductive de bill privé, ou quand, dans le cas où le rapport n'est pas favorable, la chambre a décidé de suspendre les règles, il peut être fait, immédiatement et sans avis préalable, une motion demandant l'autorisation de présenter le bill.

**516.** Un bill privé ne peut être présenté que dans les trois premières semaines de la session.

**517.** Tout bill privé qui a pris naissance au conseil législatif est, après sa première lecture, renvoyé au comité des règlements, à moins que ce comité n'ait déjà rapporté favorablement une pétition introductive de ce bill.

**518.** Quand le comité des règlements fait un rapport favorable sur un bill privé venant du conseil législatif, ce bill est inscrit pour deuxième lecture sur le feuillet des affaires de la séance qui suit la réception du rapport.

**519.** Après sa deuxième lecture, tout bill privé est renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication ou au comité des bills privés, selon qu'il est ou non du ressort du comité des chemins de fer et autres moyens de communication ; ou bien il est renvoyé à un comité spécial.

Les pétitions favorables ou hostiles à ce bill se trouvent par là-même renvoyées au même comité que lui.

## Section VI

### DE L'EXAMEN DES BILLS PRIVÉS PAR LES COMITÉS ÉLUS

**520.** Nul comité permanent ou spécial auquel un bill privé a été renvoyé ne peut mettre ce bill à l'étude tant qu'il n'a pas reçu le rapport des légistes sur ce bill ainsi qu'un certificat établissant que les sommes et les droits exigibles ont tous été versés.

**521.** Nul comité permanent ou spécial ne doit mettre un bill privé à l'étude à moins qu'un avis de la réunion de ce comité n'ait été affiché dans le couloir des salles de comités durant trois jours francs, si le bill a pris naissance dans cette chambre, ni à moins qu'un pareil avis n'ait été affiché durant un jour franc, si le bill a pris naissance au conseil législatif.

**522.** Le jour où un bill privé est affiché conformément à l'article 521, le greffier doit sans délai faire inscrire au feuillet, en appendice, un avis de cet affichage.

**523.** Les promoteurs d'un bill privé ne sont pas admis à soumettre des amendements à un comité permanent ou à un comité spécial, à moins qu'un exemplaire du bill, contenant les amendements projetés, n'ait été déposé au bureau des bills privés un jour franc avant que le comité mette le bill à l'étude.

**524.** Toute personne dont les intérêts ou les biens peuvent être compromis par l'adoption d'un bill privé doit, quand elle en est requise, comparaître devant le comité permanent ou le comité spécial pour donner son assentiment au bill.

Si elle donne son assentiment par écrit, le comité peut en exiger la preuve.

**525.** Le comité permanent ou spécial auquel a été renvoyé un bill portant constitution d'une corporation en nom collectif peut exiger la preuve que les personnes qui sont mentionnées dans le bill comme pétitionnaires, ont l'âge de majorité, sont en mesure de poursuivre l'exécution de leurs projets et ont consenti à être constituées en corporation.

**526.** Le comité permanent ou spécial auquel un bill privé a été renvoyé doit attirer spécialement l'attention de la chambre sur toute disposition du bill qui ne paraît pas prévue par la pétition introductive de ce bill ou par l'avis qui en a été donné.

**527.** Le comité permanent ou spécial auquel un bill privé a été renvoyé doit le rapporter dans tous les cas.

**528.** Quand le comité a apporté quelque modification importante au préambule du bill, son rapport doit mentionner spécialement cette modification ainsi que les raisons qui l'ont motivée.

**529.** Quand le comité rapporte que le préambule du bill n'a pas été prouvé à sa satisfaction, il doit en même temps exposer les raisons sur lesquelles il s'appuie pour en venir à cette conclusion.

**530.** Tout rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé doit être accompagné d'une copie de ce bill tel qu'amendé.

Cette copie est préparée et certifiée par le secrétaire du comité.

**531.** Nul rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après les cinq premières semaines de la session.

**532.** Quand un comité permanent ou spécial rapporte qu'un bill privé n'a pas été prouvé à sa satisfaction, ce bill ne peut être inscrit au feuillet des affaires, à moins d'un ordre spécial de la chambre.

## Section VII

### DE L'EXAMEN DES BILLS PRIVÉS EN COMITÉ PLÉNIER

**533.** Tous les bills privés ou plusieurs bills privés dont l'examen en comité plénier se trouve fixé pour le même jour peuvent, sur une seule motion, être renvoyés à la fois à un comité plénier.

Dans ce cas, le comité examine tous ces bills sans que le président quitte le fauteuil après l'examen de chacun. A la levée de la séance du comité, le président rapporte séparément les bills que le comité a adoptés, les bills dont le comité n'a pas terminé l'examen, et les bills que le comité n'a pas mis à l'étude. Si le comité décide de lever sa séance avant d'avoir mis à l'étude quelques-uns des bills qui lui ont été renvoyés, ces bills peuvent être renvoyés à un autre comité plénier au cours de la même séance de la chambre.

**534.** En comité plénier, le préambule d'un bill privé est examiné avant toutes autres parties de ce bill.

**535.** En comité plénier, aucun amendement autre qu'un amendement à la forme ne peut être proposé sur un bill privé, à moins qu'il ne porte retranchement de tout un article du bill ou qu'il n'ait été annoncé par inscription au feuillet des affaires du jour.

A la troisième lecture, il ne peut être proposé de renvoyer un bill privé à un comité plénier avec instructions d'y apporter quelque amendement, à moins que cet amendement ne porte retranchement de tout un article du bill ou qu'il n'ait été annoncé par inscription au feuillet des affaires du jour.

Les amendements qui ont été déposés sont inscrits au feuillet de la séance la plus prochaine, à la suite de l'ordre du jour relatif au bill privé qu'ils concernent.

Si un amendement annoncé conformément au présent article n'est pas proposé par le député au nom de qui il est inscrit au feuillet, il peut être proposé par tout autre député.



## Section VIII

### DE LA SUSPENSION DES RÈGLES

**536.** Sauf dans les cas de nécessité urgente, il ne peut être fait, à l'égard d'un bill privé ou d'une pétition introductive de bill privé, aucune motion portant suspension de quelque règle, à moins qu'un avis de deux jours francs n'en ait été préalablement donné.

**537.** Aucune motion portant suspension de quelque règle à l'égard d'une pétition introductive de bill privé n'est prise en considération, à moins que le comité des règlements n'ait fait un rapport sur cette pétition ou sur cette motion.

**538.** Aucune motion portant prolongation des délais prescrits aux articles 510, 511, 516 et 531 n'est prise en considération, à moins que le comité des règlements et l'un des comités permanents chargés de l'examen des bills privés n'aient fait un rapport recommandant une telle prolongation.

## Section IX

### DES AGENTS PARLEMENTAIRES

**539.** Personne ne peut agir comme agent parlementaire et diriger des procédures devant la chambre ou un de ses comités sans l'autorisation expresse de l'orateur.

**540.** Toute personne qui agit comme agent parlementaire est personnellement responsable, envers la chambre et envers l'orateur, de l'observation des règles, ordres et usages de l'assemblée législative, de l'observation des règles prescrites par l'orateur, ainsi que du paiement de tous droits et frais qu'il appartient.

Le fonctionnaire qui est préposé au registre des bills privés doit tenir une liste de ces agents.

**541.** Tout agent parlementaire qui viole sciemment quelque règle, ordre ou usage de l'assemblée législative ou quelque règle prescrite par l'orateur, ou qui délibérément se conduit de façon inconvenante au cours des procédures, s'expose à perdre temporairement ou pour toujours, à la discrétion de l'orateur, la faculté d'exercer en qualité d'agent parlementaire.

L'orateur doit, si l'agent interdit en fait la demande, donner par écrit les motifs de sa décision.

## Section X

### DES DROITS ET DES SOMMES A VERSER A L'ÉGARD DES BILLS PRIVÉS

**542.** En sus des sommes et des droits payables sous l'empire des articles 497 et 498, les promoteurs de tout bill privé doivent, immédiatement après la deuxième lecture de ce bill, verser au comptable de l'assemblée législative une somme suffisante pour solder le coût de l'impression de la loi projetée dans le recueil des statuts de la session.

Ils doivent, en outre, lui payer en même temps :

1. Dans le cas d'un bill portant constitution ou refonte d'une charte de cité, un droit de deux cent cinquante dollars ;

2. Dans le cas d'un bill demandant une charte de compagnie, un droit calculé sur le chiffre du capital-actions projeté et d'après le tarif de droits alors en vigueur relativement à l'émission de lettres patentes pour la constitution des compagnies ;

3. Dans le cas d'un bill portant augmentation du capital-actions d'une compagnie existante, un droit calculé sur le chiffre de l'augmentation projetée et d'après le tarif de droits alors en vigueur relativement à l'émission de lettres patentes pour l'augmentation du capital-actions des compagnies ;

4. Dans le cas d'un bill portant confirmation des lettres patentes d'une compagnie ou amendement de la charte d'une compagnie, mais ne portant pas augmentation du capital-actions de cette compagnie, un droit calculé sur le chiffre du capital-actions de la compagnie et d'après le tarif de droits alors en vigueur relativement à l'émission de lettres patentes supplémentaires en faveur des compagnies ;

5. Dans tous autres cas, un droit de deux cents dollars.

Les droits ci-dessus établis ne doivent, dans aucun cas, être moindres que deux cents dollars.

Ils s'appliquent aux bills privés qui ont pris naissance au conseil législatif, à moins qu'il ne soit produit un certificat attestant que ces droits ont été versés chez le greffier du conseil législatif.

Dans la présente règle, l'expression "capital-actions" comprend toute augmentation possible de capital-actions prévue par la charte de la compagnie ou par le bill ; et quand une charte ou un bill porte faculté d'augmenter à quelque époque le chiffre du capital-actions, le droit est calculé sur le maximum de l'augmentation autorisée ou projetée.

**543.** En sus des droits établis à l'article 542, les droits additionnels suivants doivent aussi être versés au comptable de l'assemblée législative :

1. Chaque fois que les promoteurs d'un bill privé profitent de la suspension d'une règle ou de la prolongation des délais prescrits aux articles 510, 511, 516 et 531, cinquante dollars ;

2. Quand les promoteurs d'un bill privé portant constitution ou refonte d'une charte de cité ou de ville obtiennent la suspension du premier paragraphe de l'article 498, trois cents dollars ;

3. Quand un bill privé est présenté à la chambre après la quatrième semaine de la session et avant la fin de la cinquième, cent dollars ;

4. Quand un bill privé est présenté à la chambre après la cinquième semaine de la session, deux cents dollars.

**544.** Quand, au cours de l'élaboration d'un bill privé demandant une charte de compagnie ou portant modification à une charte de compagnie, le capital-actions projeté ou le capital-actions de cette compagnie est augmenté, les promoteurs du bill doivent verser un supplément de droits calculé d'après les dispositions de l'article 542.

**545.** Les droits additionnels ou supplémentaires doivent tous être payés dès qu'ils sont dus.

**546.** Les promoteurs d'un bill privé doivent supporter et payer d'avance tous les frais et déboursés que l'assemblée législative est appelée à encourir à l'occasion de ce bill.

**547.** Un bill privé ne peut être pris en considération ni franchir aucune étape tant que ses promoteurs n'ont pas soldé les droits et les sommes qu'ils doivent à l'assemblée législative.

## Section XI

### DISPOSITIONS DIVERSES

**548.** La chambre ne peut procéder à l'élaboration d'un bill privé quand les promoteurs de ce bill ont déclaré l'abandonner.

**549.** D'autres personnes dont les droits ou les intérêts sont semblables à ceux des promoteurs ou qui ont la même qualité qu'eux, peuvent, sur une pétition exposant les motifs qui justifient leur intervention, être autorisées à continuer les procédures des promoteurs.

**550.** Il appartient à la chambre ou aux comités, et non à l'orateur ou aux présidents de comités, de décider de l'insuffisance des pétitions, des avis ainsi que des écritures qui doivent être déposées avec les bills privés.

**551.** Il est tenu un registre, appelé "registre des bills privés", où sont inscrits par un fonctionnaire chargé de ce travail, le nom, la qualité et le domicile des personnes qui demandent à présenter un bill privé, ainsi que le nom, la qualité et le domicile de leur agent, le montant des droits payés, et toutes les étapes par lesquelles le bill passe depuis le moment de son dépôt jusqu'à son adoption définitive. Ces inscriptions doivent mentionner brièvement chaque procédure de la chambre et des comités auxquels la pétition ou le bill peuvent avoir été renvoyés, ainsi que le jour fixé pour la réunion de chacun de ces comités.

Le public a accès à ce registre pendant les heures de bureau.

**552.** Chaque jour, le greffier fait préparer par le secrétaire de chaque comité une liste de tous les bills privés et de toutes les pétitions introductives

de bills privés qui doivent être mis à l'étude par ce comité, avec indication de l'heure et de la salle où le comité doit siéger.

Le greffier doit faire afficher ces listes dans le couloir des salles de comités.

**553.** Le greffier doit, durant l'intervalle entre la convocation et la réunion de la législature pour l'expédition des affaires, annoncer, dans la "Gazette officielle de Québec", le jour où expireront les délais fixés pour la présentation et pour la réception des pétitions introductives de bills privés, pour le dépôt et pour la présentation des bills privés, ainsi que pour la réception des rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés.

**554.** Le greffier doit aussi, dès le premier jour de chaque session, annoncer, par avis affichés dans les couloirs de la chambre et des comités, le jour où expireront les délais fixés pour la présentation et pour la réception des pétitions introductives de bills privés, pour la présentation des bills privés, ainsi que pour la réception des rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés.

**555.** A moins de dispositions contraires, les règles relatives aux bills publics s'appliquent aux bills privés.

## TITRE XII

### DES QUESTIONS ET DES RÉPONSES

#### CHAPITRE PREMIER

##### DES QUESTIONS

##### Section Première

##### DES PERSONNES QUI PEUVENT ÊTRE QUESTIONNÉES

**556.** Tout député peut poser des questions à un ministre de la couronne ou à un simple député pour en obtenir des renseignements.

**557.** Il ne peut être posé aucune question écrite à l'orateur.

##### Section II

##### DE L'OBJET DES QUESTIONS

**558.** Toute question posée à un ministre de la couronne doit se rapporter à quelque affaire d'intérêt public.

**559.** Toute question posée à un simple député doit se rapporter à quelque affaire d'intérêt public dont la chambre est saisie et dont ce député a pris l'initiative.

### Section III

#### DE LA FORME ET DU CONTENU DES QUESTIONS

**560.** Une question ne doit mentionner aucun nom ni contenir aucune énonciation de faits, à moins que cette mention ou cette énonciation ne soient indispensables pour rendre la question intelligible.

**561.** Une question ne doit se référer ni à un article de journal ni à une assertion faite par un député.

**562.** Une question ne doit contenir ni arguments, ni déductions, ni imputations, ni épithètes, ni termes ironiques.

**563.** Une question ne doit porter ni sur une discussion qui a eu lieu, ni sur une réponse qui a été donnée pendant la session en cours.

**564.** Il ne peut être posé de question au sujet des travaux de comité dont il n'a pas encore été rendu compte à la chambre.

**565.** Une question ne doit avoir en vue ni une expression d'opinion, ni la solution d'une question légale abstraite ou d'une proposition hypothétique.

**566.** Une question visant la conduite d'une personne ne doit porter que sur le rôle de cette personne en sa qualité officielle.

**567.** Toute question tendant à incriminer la conduite d'une personne qui ne peut être accusée que sur une motion de fond est interdite.

**568.** Toute question contenant explicitement ou implicitement une accusation pour un acte d'ordre privé est interdite.

**569.** Une question à laquelle il a été pleinement répondu ne peut être posée de nouveau pendant la même session.

**570.** Toute question susceptible de préjudicier à un procès pendant est interdite.

### Section IV

#### DES AVIS DE QUESTIONS

**571.** Aucune question ne peut être posée à moins qu'il n'en ait été donné un avis suivant les règles relatives aux avis de motions.

### Section V

#### DES IRRÉGULARITÉS

**572.** Les questions irrégulières et les avis de questions irréguliers sont soumis aux mêmes règles que les motions irrégulières et les avis de motions irréguliers.

---

## Section VI

### DES PERSONNES QUI PEUVENT POSER LES QUESTIONS

**573.** Une question ne peut être posée que par le député au nom de qui elle est inscrite au feuillet, ou avec son autorisation.

Toutefois, quand une question contient des allégations touchant la conduite de quelque personne, elle peut être posée par n'importe quel député.

## CHAPITRE II

### DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

**574.** Un ministre de la couronne peut, s'il le juge à propos, répondre à toute question inscrite sur le feuillet, bien qu'elle ne soit pas posée lorsqu'elle est appelée.

**575.** Un ministre de la couronne peut refuser de répondre à une question, s'il est contraire à l'intérêt public de fournir les renseignements demandés, ou si ces renseignements sont contenus dans un document dont la communication peut être demandée au moyen d'un ordre ou d'une adresse de la chambre.

**576.** Toute réponse à une question doit se limiter aux points touchés dans cette question et aux seules explications qui sont nécessaires pour rendre la réponse intelligible.

Elle doit être brève, claire, et ne contenir ni argument ni expression d'opinion.

Toutefois, une certaine latitude est accordée aux ministres de la couronne.

## CHAPITRE III

### DISPOSITIONS COMMUNES AUX QUESTIONS ET AUX RÉPONSES

**577.** Les questions et les réponses sont énoncées par écrit et sont lues.

Elles ne peuvent être débattues.

Elles sont déposées en duplicata.

Elles sont insérées au journal.

## TITRE XIII

### DES RAPPORTS ET DES DOCUMENTS

#### CHAPITRE PREMIER

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

**578.** Nul rapport ou document n'est déposé sur le bureau, si ce n'est en conséquence d'un ordre du lieutenant-gouverneur, d'un ordre de la chambre, d'une adresse au lieutenant-gouverneur, d'un acte de la législature, ou des règlements de la chambre.

#### CHAPITRE II

##### DES DEMANDES DE COMMUNICATIONS

**579.** La chambre peut, par adresse au lieutenant-gouverneur ou par ordre, demander communication de tout rapport ou document, officiel et non confidentiel, qui se réfère à quelque matière d'intérêt public rentrant dans les attributions de la législature.

**580.** La communication de rapports ou de documents relatifs à des matières qui se rattachent à l'exercice des prérogatives royales ne peut être demandée que par adresse.

La communication de tous autres rapports ou documents se demande par ordre.

**581.** Quand la chambre veut avoir la communication d'un rapport ou d'un document qui se trouve en la possession du conseil législatif, elle la demande par message au conseil législatif.

**582.** Il incombe à tout député qui demande, par motion, la communication d'un rapport ou d'un document d'exposer les motifs de sa demande.

**583.** Dès qu'une adresse ou un ordre demandant communication de quelque rapport ou document est voté, le greffier transmet cette adresse ou cet ordre au secrétaire de la province.

**584.** Quand un ministre de la couronne cite un rapport ou un document, ce rapport ou ce document doit être déposé sur le bureau si la demande en est faite, à moins qu'il ne soit de ceux dont la communication doit être demandée par adresse ou à moins qu'il ne soit contraire à l'intérêt public de le déposer.

## CHAPITRE III

### DU DÉPÔT DES RAPPORTS ET DES DOCUMENTS

**585.** Les rapports et les documents qui doivent être présentés à la chambre en conséquence d'un acte de la législature ou des règlements de la chambre, peuvent être déposés au bureau du greffier, puis communiqués à la chambre par l'orateur.

**586.** Les rapports et les documents qui doivent être présentés à la chambre en conséquence d'une adresse au lieutenant-gouverneur ou d'un ordre spécial, sont déposés sur le bureau par un des ministres de la couronne.

Toutefois, si ces rapports ou ces papiers se réfèrent à quelque opération de la chambre, les documents sont déposés par le greffier.

## CHAPITRE IV

### DE L'IMPRESSION DES RAPPORTS ET DES DOCUMENTS

**587.** Les rapports et les documents déposés par ordre du lieutenant-gouverneur sont imprimés sur les instructions du département dont ils viennent.

**588.** Les rapports et les documents qui sont déposés en conséquence d'un acte de la législature, des règlements de la chambre, d'un ordre de la chambre ou d'une adresse au lieutenant-gouverneur, sont imprimés sur l'ordre de la chambre et les instructions de l'orateur.

**589.** Tout rapport ou document, sitôt déposé sur le bureau, se trouve par là-même renvoyé au comité mixte des impressions, qui décide s'il est opportun de l'imprimer et fait un rapport en conséquence.

**590.** Toute motion demandant l'impression d'un rapport ou d'un document doit, avant d'être mise au voix, être renvoyée au comité mixte des impressions et rapportée par ce comité.

## CHAPITRE V

### DISPOSITIONS DIVERSES

**591.** Le greffier doit dresser et faire imprimer, à la suite des procès-verbaux de la première séance de chaque session, une liste des départements et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à la chambre des rapports ou des comptes rendus périodiques.

Cette liste doit indiquer, vis-à-vis le nom de ces départements et fonctionnaires :



1. La nature du rapport ou compte rendu qu'ils doivent présenter ;
2. L'article de loi, l'article de règlement ou la résolution qui ordonne telle présentation ;
3. L'époque à laquelle chaque rapport ou compte rendu doit être présenté.

**592.** Le greffier de la couronne en chancellerie doit, immédiatement après une élection générale, préparer, faire imprimer et transmettre à la chambre un rapport détaillé sur cette élection ainsi que sur les élections partielles qui ont eu lieu pendant la législature précédente.

**593.** Tous les rapports et documents qui ont été déposés sur le bureau sont tenus pour publics.

Les députés et, avec la permission de l'orateur, toutes autres personnes peuvent les examiner, en faire des copies ou en prendre des extraits, au bureau des archives de la chambre.

## TITRE XIV

### DES TÉMOINS

#### CHAPITRE PREMIER

##### DE L'ASSIGNATION DES TÉMOINS

**594.** La chambre peut, au moyen d'ordres signés par l'orateur ou par le greffier, assigner des personnes à venir déposer devant elle ou devant un de ses comités.

**595.** Un comité autorisé à envoyer quérir des personnes, des pièces et des dossiers, peut assigner des témoins au moyen d'ordres signés par le président de ce comité.

**596.** Quand la personne que la chambre ou un comité désire interroger se trouve en prison, l'orateur, sur l'ordre de la chambre, adresse au geôlier de la prison un mandat lui enjoignant de produire cette personne sous bonne garde, afin qu'elle soit interrogée.

**597.** Quand la chambre ou un comité plénier désire interroger un député, la chambre lui ordonne de comparaître à son siège.

**598.** Quand un comité autorisé à envoyer quérir des personnes, des pièces et des dossiers désire interroger un député, le président écrit à ce député pour l'inviter à comparaître.

**599.** Si un député, après y avoir été invité, refuse de venir déposer devant un comité, le comité en informe la chambre; mais il ne peut assigner ce député à comparaître.

**600.** Quand la chambre ou un comité désire interroger un membre ou un officier du conseil législatif, la chambre envoie au conseil législatif un message priant le conseil de permettre à ce conseiller ou à cet officier de venir déposer et énonçant les points sur lesquels la chambre ou le comité désire les interroger.

## CHAPITRE II

### DE LA SIGNIFICATION DES ASSIGNATIONS AUX TÉMOINS

**601.** Les ordres d'assignation de la chambre sont notifiés aux témoins par le sergent d'armes, par un messenger, par la poste ou par le télégraphe.

**602.** Les ordres d'assignation d'un comité sont notifiés aux témoins par le secrétaire du comité, par un messenger, par la poste ou par le télégraphe.

## CHAPITRE III

### DU DÉFAUT DE SE CONFORMER AUX ORDRES DE LA CHAMBRE ET DES COMITÉS

**603.** Quand un témoin refuse ou néglige de se conformer à l'ordre d'un comité autorisé à assigner des témoins, celui-ci rapporte ce fait à la chambre.

**604.** Tout témoin qui néglige ou refuse de se conformer à un ordre de la chambre ou d'un comité autorisé à assigner des témoins encourt les peines portées contre ceux qui violent les privilèges de la chambre.

## CHAPITRE IV

### DE L'EXAMEN DES TÉMOINS

**605.** Les témoins assignés devant la chambre ou devant un de ses comités peuvent être interrogés sous serment.

**606.** Le serment prêté par un témoin comparaissant devant la chambre ou un comité plénier est administré par l'orateur ou le président des comités selon le cas, ou par le greffier.

**607.** Le serment prêté par un témoin comparaissant devant un comité élu est administré par le président ou par un membre de ce comité.

**608.** Lorsqu'un témoin paraît devant la chambre ou un comité plénier, il se tient debout à la barre.

**609.** Lorsqu'un témoin comparaît devant la chambre, l'orateur lui pose les questions que la chambre, sur la proposition de tout député, a décidé de poser à ce témoin.

S'il est fait quelque objection ou s'il survient quelque dispute, la chambre peut ordonner au témoin de se retirer pour la durée de la discussion qui s'ensuit.

**610.** La déposition de toute personne interrogée par la chambre est insérée au journal.

**611.** Lorsqu'un témoin comparaît devant un comité plénier, tout député peut lui poser des questions directement.

**612.** Les députés sont interrogés à leur siège.

**613.** Lorsqu'un membre du parlement du Canada, un conseiller législatif ou un juge comparaît devant la chambre, le sergent d'armes l'annonce et lui donne un siège en dedans de la barre.

Il répond aux questions debout.

**614.** Tout témoin qui comparaît devant la chambre ou un de ses comités peut réclamer la protection de la chambre relativement au témoignage qu'il est appelé à porter et, en outre, demander à se faire assister par un avocat.

## CHAPITRE V

### DISPOSITIONS DIVERSES

**615.** Rendre un faux témoignage devant la chambre ou un de ses comités, suborner quelqu'un au sujet du témoignage qu'il doit rendre devant la chambre ou un de ses comités, ou tenter, soit directement soit indirectement, de dissuader ou d'empêcher quelqu'un de comparaître ou de rendre témoignage devant la chambre ou un de ses comités, constituent une violation très grave des privilèges de la chambre.

**616.** Aucun officier de la chambre ni aucun sténographe qui a recueilli des témoignages donnés devant la chambre ou un de ses comités ne peuvent, sans la permission expresse de la chambre, déposer devant les tribunaux civils au sujet des opérations de la chambre ou d'un de ses comités, ni au sujet des témoignages qui y ont été donnés.

Pendant les vacances ou les intersessions, la permission requise peut être accordée par l'orateur ou, au cas de vacance de la charge d'orateur, par le greffier.

**617.** L'orateur peut autoriser le comptable de l'assemblée législative à payer aux témoins régulièrement assignés par la chambre ou un de ses comités une indemnité raisonnable pour leurs frais de voyage et de séjour.

**618.** Toute demande d'indemnité de la part d'un témoin doit indiquer le lieu de sa résidence, le temps pendant lequel il a été retenu devant la chambre ou ses comités, le temps nécessaire à son voyage, ainsi que la somme de ses frais de voyage et de séjour. Cette demande doit être accompagnée d'un certificat signé par le greffier de la chambre ou par le président du comité, selon que le témoin a comparu devant la chambre ou devant un comité élu, et attestant que le témoin a été régulièrement assigné et que sa demande est fondée.

## TITRE XV

### DES COMMUNICATIONS ENTRE LA COURONNE ET LA CHAMBRE

#### CHAPITRE PREMIER

##### DES ADRESSES

**619.** Sauf au cas d'urgence, les adresses à Sa Majesté, au gouverneur général du Canada ou au lieutenant-gouverneur sont proposées par motion préalablement annoncée.

**620.** Nulle adresse portant affectation de deniers publics ou imposition de charges sur le peuple ne peut être votée, si elle n'a pas été recommandée au préalable par le lieutenant-gouverneur.

**621.** Toute adresse autre qu'une adresse demandant communication de rapports ou de documents est grossoyée.

**622.** Toute adresse est signée par l'orateur et le greffier.

Toutefois, une adresse demandant communication de rapports ou de documents peut être signée par le greffier ou le greffier adjoint.

**623.** Les adresses votées à Sa Majesté ou au gouverneur général du Canada sont transmises au lieutenant-gouverneur avec une adresse le priant de les faire expédier et présenter.

**624.** Les adresses au lieutenant-gouverneur peuvent être présentées par la chambre entière, par ceux des députés qui font partie du conseil exécutif, ou par ceux des députés que la chambre délègue à cette fin.

**625.** A moins que la chambre n'en décide autrement, les adresses votées au lieutenant-gouverneur sont présentées par ceux des députés qui font partie du conseil exécutif.

**626.** Lorsqu'une adresse est présentée au lieutenant-gouverneur par la chambre entière, elle est lue par l'orateur.

**627.** Lorsqu'une adresse collective est présentée au lieutenant-gouverneur par les deux chambres entières, elle est lue par l'orateur du conseil législatif.

**628.** La réponse du lieutenant-gouverneur à une adresse qui lui a été présentée par la chambre entière ou par les deux chambres entières est communiquée à la chambre par l'orateur.

La réponse du lieutenant-gouverneur à toute autre adresse est communiquée à la chambre et remise à l'orateur par un des ministres de la couronne.

## CHAPITRE II

### DES MESSAGES DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

**629.** Chaque fois qu'un messenger du lieutenant-gouverneur frappe à la porte de la chambre, les travaux sont suspendus et le messenger est introduit après avoir été annoncé par le sergent d'armes.

Les députés doivent être découverts pendant que le message du lieutenant-gouverneur est communiqué à la chambre, et le messenger doit se retirer dès qu'il l'a communiqué.

**630.** Un message revêtu de la signature du lieutenant-gouverneur peut être présenté à la chambre par un des ministres de la couronne.

**631.** Dès qu'un message écrit du lieutenant-gouverneur est remis à l'orateur, celui-ci le lit à la chambre. Tous les députés doivent se tenir debout et découverts durant cette lecture.

Le message est inséré au journal.

**632.** Un message verbal du lieutenant-gouverneur peut être communiqué à la chambre par un des ministres de la couronne. Il est consigné au journal.

**633.** La recommandation, le consentement et le bon plaisir du lieutenant-gouverneur peuvent être signifiés à la chambre par un des ministres de la couronne. Ils sont consignés au journal.

**634.** Quand un ministre de la couronne communique à la chambre un message du lieutenant-gouverneur ou lui signifie la recommandation, le consentement ou le bon plaisir du lieutenant-gouverneur, il doit le faire de façon à ne pas interrompre un débat en cours ou un député qui a la parole.

**635.** La chambre répond par adresses aux messages écrits du lieutenant-gouverneur, à moins que ces messages ne réclament quelque aide pécuniaire.

**636.** Il doit être voté une adresse en réponse au discours d'ouverture du lieutenant-gouverneur.

Avant l'adoption de cette adresse, il n'est procédé à aucune affaire importante.

## TITRE XVI

### DES RAPPORTS DE LA CHAMBRE AVEC LE CONSEIL LÉGISLATIF

#### CHAPITRE PREMIER

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

**637.** La chambre communique avec le conseil législatif par message, par conférence, par comité spécial ou par comité mixte.

#### CHAPITRE II

##### DES MESSAGES

**638.** Il peut toujours être proposé, sans avis préalable, de communiquer par message une résolution de la chambre au conseil législatif.

**639.** Tout message de la chambre au conseil législatif doit être en écrit et signé par l'orateur ou par le greffier.

**640.** Tout message de la chambre au conseil législatif peut être porté par un député désigné par l'orateur.

**641.** Tout fonctionnaire de la chambre peut porter un message de la chambre au conseil législatif, et il est autorisé à le remettre en tout temps au greffier du conseil législatif.

**642.** La chambre reçoit tout message du conseil législatif qui est apporté par un officier de la chancellerie ou du conseil législatif, pourvu que ce message soit en écrit et signé par l'orateur ou le greffier du conseil législatif.

**643.** Un message du conseil législatif peut être reçu en tout temps par le greffier.

**644.** Tout officier de la chancellerie, porteur d'un message du conseil législatif, est reçu au bureau de la chambre où il remet ce message.

**645.** Quand un message du conseil législatif est apporté pendant une séance par un officier du conseil législatif, il est reçu à la barre par le sergent d'armes, qui le remet au greffier, sans interrompre les travaux de la chambre.

**646.** Tout message qui est apporté du conseil législatif est communiqué à la chambre aussitôt que possible et est inséré au journal.

---

## CHAPITRE III

### DES CONFÉRENCES

**647.** Quand la chambre désire entrer en conférence avec le conseil législatif, elle forme sa demande au moyen d'un message.

**648.** La chambre ne peut faire une demande de conférence qu'au sujet d'un bill ou d'une affaire dont elle est actuellement saisie.

**649.** Avant d'envoyer au conseil législatif un message contenant une demande de conférence, la chambre arrête et adopte un exposé des motifs qu'elle entend faire valoir à la conférence.

**650.** Tout message contenant une demande de conférence doit énoncer, en termes généraux, l'objet pour lequel la chambre désire entrer en conférence avec le conseil législatif et mentionner le nombre de délégués qu'elle entend nommer.

**651.** Toute motion portant demande d'une conférence au sujet d'un bill peut être proposée sans qu'il en ait été donné un avis.

**652.** Toute motion portant demande de conférence doit indiquer le nom des députés qui seront nommés délégués de la chambre à la conférence.

**653.** Si cinq députés en font la demande, les délégués de la chambre sont choisis de la même manière que les membres d'un comité spécial.

**654.** Un député qui se prononce ou se déclare contre l'objet ou l'opportunité d'une conférence ne peut y être délégué.

**655.** Quand la chambre accepte d'entrer en conférence avec le conseil législatif, cette acceptation est communiquée au conseil législatif par message.

**656.** Le conseil législatif fixe le temps et le lieu de toute conférence.

**657.** Lorsque arrive l'heure fixée pour une conférence, le greffier fait l'appel des noms des délégués, et ceux-ci se rendent aussitôt à la salle où doit se tenir la conférence.

Dès que les délégués sont sortis, l'orateur quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à leur retour.

**658.** A toute conférence, les délégués de la chambre doivent tout d'abord lire les résolutions et les exposés de motifs qu'ils ont été chargés de communiquer et les remettre aux délégués du conseil législatif, et aussi entendre la lecture et recevoir la communication des résolutions et des exposés de motifs qui leur sont remis par les délégués du conseil législatif ; cela fait, ils peuvent ensuite conférer librement et de vive voix avec les délégués du conseil.

**659.** Les délégués de la chambre doivent s'efforcer d'amener les délégués du conseil législatif à céder sur le point en dispute ou à le régler au moyen d'amendements ou de modifications. Toutefois, quand il s'agit d'un bill, ils ne peuvent proposer aucun amendement, autre qu'un amendement conséquentiel, sur des mots sur lesquels les deux chambres se sont déjà mises d'accord, à moins que le désaccord qui existe entre les deux chambres ne concerne directement ces mots.

**660.** Dès qu'une conférence a pris fin, les délégués de la chambre doivent faire à la chambre un rapport de leurs opérations.

## CHAPITRE IV

### DES CONFÉRENCES ENTRE COMITÉS SPÉCIAUX

**661.** Un comité spécial de la chambre peut entrer en conférence avec un comité spécial du conseil législatif s'il y a été autorisé par un ordre de la chambre.

Dès qu'un tel ordre a été voté, il est communiqué au conseil législatif par un message demandant en même temps que le comité spécial du conseil législatif soit autorisé à entrer en conférence avec le comité spécial de la chambre.

**662.** Tout comité spécial de la chambre autorisé à entrer en conférence avec un comité spécial du conseil législatif peut conférer librement et de vive voix, à moins que la chambre n'en ait ordonné autrement.

**663.** Tout comité spécial qui a eu une conférence avec un comité spécial du conseil législatif doit faire à la chambre un rapport sur cette conférence.

## CHAPITRE V

### DISPOSITIONS DIVERSES

**664.** Il est permis à tout membre du conseil législatif, délégué pour cette fin par le conseil, de prendre connaissance des journaux de la chambre à toute heure convenable.

**665.** Nul membre ou officier de cette chambre ne peut, sans l'autorisation de celle-ci, comparaître devant le conseil législatif ou ses comités.



---

## TITRE XVII

### DES MATIÈRES DE FINANCES

#### CHAPITRE PREMIER

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

**666.** Il appartient à cette chambre seule d'accorder des aides et subsides à la couronne et de déterminer la nature, le mode, la portée et la durée de ces aides et de ces subsides.

**667.** Aucune allocation de deniers publics ne peut être votée à moins qu'elle n'ait été demandée par la couronne.

#### CHAPITRE II

##### DE LA PROCÉDURE EN MATIÈRE DE FINANCES

**668.** En matière de subsides et d'impôts, l'initiative législative appartient à cette chambre seule.

**669.** En matière de subsides et d'impôts, les bills ne peuvent être modifiés ni amendés par le conseil législatif.

**670.** Aucune proposition portant affectation de deniers publics ou imposition de charges nouvelles ou additionnelles sur le peuple ne peut être votée à moins que le lieutenant-gouverneur n'en ait recommandé l'objet pendant la session en cours.

**671.** Toute proposition portant affectation de deniers publics ou imposition de charges nouvelles ou additionnelles sur le peuple doit être votée en premier lieu en comité plénier.

Une proposition portant allocation de deniers publics pour l'exercice courant ou pour l'exercice prochain est votée en comité des subsides.

Une proposition portant autorisation de tirer du fonds consolidé les deniers votés pour l'exercice courant ou pour l'exercice prochain, ou établissant des impôts pour faire face aux dépenses de l'année courante ou de l'année prochaine, est votée en comité des voies et moyens.

## TITRE XVIII

### DES SERVICES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

#### CHAPITRE PREMIER

##### DU PERSONNEL DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

**672.** Avant de remplir une vacance survenue dans les services de l'assemblée législative, l'orateur doit s'assurer qu'il est nécessaire de maintenir la charge en question.

**673.** Les traitements et les salaires sont fixés par l'orateur, sauf approbation par les commissaires chargés de l'économie intérieure de la chambre.

**674.** L'orateur se procure l'aide des surnuméraires que requiert le service de la chambre.

**675.** Les heures de bureau du personnel de l'assemblée législative sont fixées par l'orateur.

**676.** Les fonctionnaires de l'assemblée législative, y compris le greffier et le greffier adjoint, doivent, après la clôture de toute session, achever et compléter la besogne en cours.

**677.** Nul fonctionnaire n'a droit à une allocation pour les dépenses de voyage qu'il fait en venant prendre son poste.

#### CHAPITRE II

##### DE LA BIBLIOTHÈQUE ET DE LA SALLE DE LECTURE

**678.** Le bibliothécaire a la garde et la responsabilité des livres de la bibliothèque et il doit en tenir un catalogue convenable.

**679.** A l'ouverture de chaque session, le bibliothécaire doit présenter à la chambre, par l'entremise de l'orateur, un rapport imprimé indiquant l'état dans lequel se trouve la bibliothèque et contenant, en appendice, une liste cataloguée des livres dont la bibliothèque s'est enrichie depuis la date du rapport précédent.

**680.** La bibliothèque et la salle de lecture doivent être ouvertes tous les jours, exceptés les dimanches et les jours de fête.

Durant les sessions, elles doivent rester ouvertes depuis neuf heures du matin jusqu'à neuf heures du soir, ou jusqu'à l'ajournement de la chambre ou de ses comités, si cet ajournement a lieu après neuf heures.

---

Durant les intersessions, elles doivent rester ouvertes depuis dix heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi ; toutefois, elles peuvent être fermées à une heure de l'après-midi, le samedi.

**681.** Durant les sessions, ont seuls accès à la bibliothèque et à la salle de lecture le lieutenant-gouverneur, les membres et les fonctionnaires des deux chambres, les chefs et les sous-chefs de département, les personnes munies d'un billet d'admission signé par l'orateur de l'une ou de l'autre chambre, et les personnes qui accompagnent un membre de l'une ou de l'autre chambre.

Durant les intersessions, le bibliothécaire peut, à sa discrétion, admettre toute autre personne.

**682.** Un livre ne peut être emporté de la bibliothèque que sur l'autorisation de l'orateur de l'une ou de l'autre chambre ou sur un reçu signé par un membre de la législature ou par un chef ou un sous-chef de département.

**683.** Durant les intersessions, aucun membre de la législature ne peut emprunter ni avoir en sa possession plus de trois ouvrages à la fois, ni garder un volume plus d'un mois.

**684.** Les personnes qui jouissent du privilège d'emprunter des livres de la bibliothèque en vertu d'un permis de l'orateur de l'une ou de l'autre chambre, de même que les chefs et les sous-chefs de département, ne peuvent avoir plus de deux ouvrages à la fois, ni garder un volume plus de deux semaines.

Ces personnes et ces fonctionnaires doivent rendre les livres qu'ils ont empruntés dès que le bibliothécaire leur en fait la demande.

**685.** Il est absolument interdit d'emporter de la bibliothèque les ouvrages de référence, les éditions de luxe et les livres précieux.

**686.** Toute personne qui est admise à la bibliothèque ou à la salle de lecture doit se conformer aux règlements intérieurs en vigueur.

**687.** Dès la première réunion du comité mixte de la bibliothèque, à chaque session, le bibliothécaire doit déposer une liste de tous les livres qui n'avaient pas été rapportés à l'ouverture de la session, avec indication du nom des personnes qui détiennent ces livres contrairement aux règlements.

**688.** Le greffier est autorisé à prendre un abonnement aux journaux qui lui sont désignés par l'orateur.